



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CAHIER DES CHARGES**

**POUR L'EXPLOITATION DU DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT**

**DANS LES EAUX MENTIONNÉES**

**À L'ARTICLE L.435-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 AU 31 DÉCEMBRE 2027**

*Vu pour être annexé à l'arrêté du 23 juin 2022,  
approuvant, pour le département de l'Aube,  
le cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat  
dans les eaux mentionnées à l'article L.435-1 du Code de l'Environnement*

## SOMMAIRE

<b>Chapitre I<sup>er</sup></b> : dispositions générales .....	p 3
<b>Chapitre II</b> : droits et obligations des locataires et des titulaires de licences de pêche aux engins et aux filets .....	p 4
<i>Section 1 – Dispositions générales</i> .....	p 4
<i>Section 2 – Dispositions applicables aux locataires</i> .....	p 6
Paragraphe 1 – Dispositions propres aux locataires du droit de pêche aux lignes et à leurs membres .....	p 8
Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels locataires .....	p 8
<i>Section 3 – Dispositions applicables aux titulaires de licences de pêche</i> .....	p 10
Paragraphe 1 – Dispositions propres aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaires d’une licence .....	p 11
Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels titulaires d’une licence .....	p 11
<b>Chapitre III</b> : dispositions financières applicables aux locataires .....	p 12
<b>Chapitre IV</b> : dispositions financières applicables aux titulaires de licences .....	p 13
<b>Chapitre V</b> : modes et procédés de pêche autorisés .....	p 13
<i>Section 1 – Pêche de loisir</i> .....	p 13
<i>Section 2 – Pêche professionnelle</i> .....	p 14
<i>Section 3 – Conditions d’utilisation des engins et des filets</i> .....	p 14
<b>Chapitre VI</b> : clauses et conditions particulières .....	p 14
<b>Annexes</b> :	
- arrêté n° DDT-SEB/BB-2019345-0001 du 11 décembre 2019 portant règlement permanent relatif à l’exercice de la pêche en eau douce dans le département de l’Aube	
- cartes de situation des lots de pêche du domaine public fluvial	

## Chapitre Ier – Dispositions générales

### Article 1er – Objet du cahier des charges

Le présent cahier des charges détermine les clauses et les conditions générales de la location du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du code de l'environnement. Ces eaux sont divisées en lots. Dans chaque lot, le droit de pêche exercé par les pêcheurs de loisir aux lignes, par les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et par les pêcheurs professionnels en eau douce fait l'objet d'exploitations distinctes.

Cette location a lieu conformément :

- à l'article 2298 du code civil ;
- à l'article A.12 du code du domaine de l'État ;
- aux articles L. 435-1 à L. 435-3, L. 436-4, L. 436-10, R. 212-22, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69 du code de l'environnement ;
- aux articles L. 2122-1, L. 2125-1, L. 2131-2, L. 2132-5 à L. 2132-11, L. 2321-1, L. 2323-4 à L. 2323-6, L. 2331-1 et L. 3113-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- au code des transports, notamment ses articles L. 4311-1, R. 4313-14, R. 4313-17, D. 4314-1, D. 4314-3 et R. 4316-13 relatifs à Voies navigables de France.

Le document de référence pour la définition des termes techniques mentionnés par le présent cahier des charges et notamment la définition des engins et des filets, est le Guide des engins de pêche fluviale et lacustre en France métropolitaine, publié en 2003 par le Conseil supérieur de la pêche.

### Article 2 – Durée des locations et des licences ; transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale

Les locations sont consenties pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2023. Les baux conclus après cette date prendront fin le 31 décembre 2027. Les licences de pêche professionnelle sont attribuées pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2023. Les licences de pêche professionnelle délivrées après cette date prendront fin le 31 décembre 2027. Les licences de pêche amateurs sont annuelles.

Conformément à l'article L. 3113-1 du code de la propriété des personnes publiques, en cas de transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, la collectivité ou le groupement bénéficiaire du transfert succédera à l'État dans l'ensemble des droits et obligations énumérés au présent cahier des charges.

### Article 3 – Clauses et conditions particulières

Conformément à l'article R. 435-16 du code de l'environnement, la liste des lots, leurs limites, leurs longueurs ainsi que les réserves instaurées à sa date d'établissement sont indiquées dans le chapitre des clauses et conditions particulières d'exploitation du présent cahier des charges, fixées par le préfet après avis de la commission technique départementale de la pêche, conformément à l'article R. 435-14 du code de l'environnement, et, en ce qui concerne la pêche professionnelle, de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce, conformément à l'article R. 435-15 du code de l'environnement.

Ce chapitre détermine en outre :

- 1° Les lots où l'exercice de la pêche est jugé nécessaire à une gestion rationnelle des ressources piscicoles ;
- 2° Pour les lots mentionnés au 1° ci-dessus, le mode d'exploitation retenu, par voie de location ou de licences et le nombre maximum de licences de chaque catégorie et de chaque type ;
- 3° Les restrictions éventuelles apportées à la nature, au nombre et aux dimensions des engins et des filets ;

4° La localisation des secteurs où l'emploi des engins et des filets est interdit ;

5° Pour les lots mentionnés à l'article R. 435-6 du code de l'environnement, le nombre maximum de licences autorisant la pêche pouvant être attribuées ;

6° Pour l'ensemble des lots, le prix de base des loyers de la pêche aux lignes et, s'il y a lieu, de la pêche aux engins et aux filets, ainsi que du prix des licences, amateurs et professionnelles.

Ce chapitre indique le nombre maximum de compagnons prévus aux articles 26 et 34 du présent cahier des charges.

Ce chapitre précise les lots où la pêche de nuit de la carpe peut être autorisée et dans quelles conditions.

## **Chapitre II – Droits et obligations des locataires et des titulaires de licences de pêche aux engins et aux filets**

### **Section 1 – Dispositions générales**

#### **Article 4 – Réduction de prix, indemnisation**

Le rendement de la pêche n'est pas garanti.

Les locataires du droit de pêche et les titulaires de licences s'engagent à renoncer à toute réduction de prix ou indemnisation par l'État en raison des troubles de jouissance dans l'exercice du droit de pêche provenant soit de mesures prises dans l'intérêt du domaine public fluvial ou pour la gestion des eaux concernées, soit du fait d'autres utilisateurs :

1. Pour les modifications apportées à la police de la pêche, sous réserve des dispositions des deux derniers alinéas du présent article ;
2. Pour la réalisation de travaux ou de manœuvres ainsi que pour la mise en œuvre des mesures administratives nécessaires, soit pour les besoins de la navigation, soit pour l'entretien des voies et plans d'eau et de leurs accessoires, soit pour l'écoulement ou le régime des eaux, soit pour la circulation ou la protection du poisson, soit dans l'intérêt de la sécurité publique (notamment établissement et modification d'échelles à poissons, chômages, vidanges, abaissements d'eau, exhaussement de retenues autorisées, submersions accidentelles ou provoquées par la réparation ou la construction d'ouvrages, par le sauvetage de personnes, de bateaux ou de marchandises) ;
3. Pour la délivrance de concession ou d'autorisation d'occupation de toute nature du domaine public fluvial ;
4. Pour les phénomènes naturels affectant soit le niveau des eaux, soit la structure du lit ou du fond et des berges de la voie d'eau ou du plan d'eau, soit les peuplements halieutiques (notamment pour les atterrissements qui viendraient à se former dans les cours d'eau, réservoirs et dépendances et pour les dépeuplements provoqués par maladie, pullulation d'animaux susceptibles de causer des déséquilibres biologiques) ;
5. Pour les prélèvements opérés par les services compétents ou pour leur compte lors des pêches exceptionnelles autorisées en application de l'article L. 436-9 en vue de la surveillance de l'état des eaux prévue par l'article R. 212-22 du code de l'environnement, de la destruction des espèces susceptibles de causer des déséquilibres biologiques énumérées à l'article R. 432-5 du même code ou du sauvetage du poisson.

Si des changements sont apportés aux réserves de pêche en cours de bail, le locataire du droit de pêche subit au prorata du temps une augmentation ou bénéficie d'une diminution de loyer directement proportionnelle à la variation de longueur de la partie exploitable du lot, à condition toutefois que la variation soit au moins égale à 10 % de cette longueur.

En cas d'interdiction totale ou partielle de la pêche en vue de la consommation et de la commercialisation, en raison de la contamination du poisson par des substances dangereuses (polychlorobiphényles, mercure, cyanobactéries, etc.), ou d'impossibilité de pêcher en raison de l'état d'urgence sanitaire, ou de leurs conséquences, les locataires des droits de pêche et les

titulaires de licences peuvent bénéficier d'une réduction du prix des locations et des licences au prorata temporis de la période d'interdiction. Ces décisions s'appliquent tant aux produits recouverts par les comptables publics pour les biens gérés par les services déconcentrés qu'à ceux reversés par les services de la direction de l'Immobilier de l'Etat dans la comptabilité de Voies navigables de France. La réduction et son montant sont décidés par le directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques sur proposition du service gestionnaire de la pêche.

#### **Article 5 – Résiliation du bail et retrait de la licence par le préfet**

Conformément aux articles R. 435-7 et R. 435-13 du code de l'environnement :

I. - La résiliation du bail ou le retrait de la licence peut être prononcé par le préfet, après avis du directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques :

1° Si le détenteur du droit de pêche ou les autres personnes habilitées à pêcher ne remplissent plus les conditions requises ou ne se conforment pas à leurs obligations, techniques ou financières, malgré une mise en demeure adressée au détenteur du droit de pêche ;

2° Si la voie ou le plan d'eau concerné est déclassé du domaine public ou vient à être inclus en tout ou partie dans un lac de retenue ;

3° Si le locataire en fait la demande en application de l'article R. 435-12, repris à l'article 14 du présent cahier des charges.

4° Si le détenteur d'une licence de pêcheur amateur aux engins et aux filets ne respecte pas les conditions prévues au troisième alinéa de l'article R. 435-7 du code de l'environnement concernant la pêche accompagnée.

II. - La résiliation ou le retrait est exclusif de toute indemnité. Toutefois, dans les cas mentionnés aux 2° et 3° du I, il est accordé, sur le prix payé d'avance, une réduction proportionnelle à la durée de jouissance dont le détenteur du droit de pêche a été privé.

III. - La résiliation ou le retrait est acquis de plein droit à l'État sans aucune formalité autre que sa notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

IV. - Lorsque le bail consenti pour un lot a été résilié, le droit de pêche peut faire l'objet d'une nouvelle procédure de location ou d'attribution de licences de pêche pour la durée restant à courir jusqu'au prochain renouvellement général, dans les conditions prévues aux articles R. 435-18 à R. 435-20 du code de l'environnement.

Lorsqu'une licence de pêche aux engins et aux filets attribuée pour un lot a été retirée, une nouvelle licence peut également être attribuée dans les conditions prévues aux articles R. 435-4 à R. 435-8 du même code.

#### **Article 6 – Non mise en cause de l'État en cas de contestation de tiers**

En cas de contestation avec des tiers sur l'exercice des droits que le bail ou la licence confère à ses bénéficiaires, l'État ne peut jamais être mis en cause ni être appelé en garantie, sous quelque prétexte que ce soit.

#### **Article 7 – Accès ; Usage des servitudes**

Le préfet veille au respect des servitudes prévues à l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques et, lors de la réalisation d'aménagement de ces servitudes, tel que des pistes cyclables, à ce que l'usage des servitudes par les pêcheurs et notamment, l'accès aux sites de pêche et aux points d'embarquement et de débarquement, soit maintenu.

Le pêcheur use de ses droits de manière à n'entraver ni la navigation, ni le passage sur les chemins de halage et les francs-bords. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour ne gêner en rien les manœuvres aux écluses, barrages, pertuis et autres ouvrages d'art ; il est tenu à cet égard de se conformer aux ordres des agents de la navigation. Il est responsable de tous retards, avaries et dommages qu'il fait éprouver soit à la traction mécanique ou électrique, soit aux bateaux, soit aux voitures et bestiaux des exploitants des propriétés riveraines, des habitants en faveur desquels cette faculté de circulation a été réservée et des amodiataires des produits de francs-bords.

## **Article 8 – Responsabilité en cas de dégradation**

En cas de dégradations causées aux terrassements ou ouvrages d'art de toute nature par une personne exerçant la pêche, la réparation, avec dommages-intérêts, s'il y a lieu, en sera poursuivie conformément aux lois et règlements applicables en matière de contraventions de grande voirie.

## **Article 9 – Interdiction de conserver du poisson à bord**

Pendant les temps d'interdiction, les pêcheurs ne doivent pas conserver dans leurs embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons placés sur le domaine public, des poissons des espèces dont la pêche est interdite, même dans le cas où ils pourraient produire des certificats d'origine.

Il est accordé un délai de huit jours à compter du début du temps d'interdiction, à l'expiration duquel les embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons doivent être vides de tout poisson dont la pêche est interdite.

## **Article 10 – Repeuplements**

Les repeuplements doivent être réalisés conformément au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), au plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) et, quand il existe au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles (PDPG). Lorsqu'un locataire ou un titulaire de licence souhaite procéder à des opérations de repeuplement, il est tenu d'en faire une déclaration préalable au préfet (service gestionnaire de la pêche) en mentionnant la date, le lieu et les caractéristiques du repeuplement (espèces, quantités, origine). Le préfet se réserve le droit d'interdire toute opération qu'il juge inopportune.

## **Article 11 – Pêches exceptionnelles**

Les locataires des lots de pêche aux engins et aux filets et les titulaires de licences de pêche professionnelle qui exercent la pêche dans les cours d'eau classés comme cours d'eau à saumon ou à truite de mer peuvent être tenus, à la demande de l'administration, de lui fournir des géniteurs de saumon atlantique ou de truite de mer.

Les poissons fournis seront payés au prix pratiqué à l'époque de leur capture. Ils ne seront pas comptés dans les quotas de captures autorisées.

## **Section 2 – Dispositions applicables aux locataires (associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, associations départementales agréées de pêcheurs amateurs aux engins et filets, fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique et pêcheurs professionnels)**

### **Article 12 – Locations séparées des modes de pêche, droit de chasse**

L'État se réserve la faculté, sans que le locataire puisse élever de réclamation :

- d'une part, de louer séparément chacun des modes de pêche (lignes, engins et filets), de délivrer des licences de pêche aux engins et aux filets dans les lots loués ou d'y délivrer des licences de pêche dans les conditions prévues par l'article R.435-6 du code de l'environnement ;
- d'autre part, d'exploiter, de faire exploiter ou de mettre en réserve à son gré, la chasse au gibier d'eau.

La location du lot ne fait pas obstacle à l'exercice de la pêche tel qu'il est prévu à l'article L. 436-4 du code de l'environnement.

### **Article 13 – Respect de la législation et de la réglementation de la pêche en eau douce**

La location est soumise à toutes les conditions prévues pour l'exercice de la pêche en eau douce par la législation et la réglementation en vigueur.

### **Article 14 – Demande de résiliation du bail par le locataire**

En application de l'article R. 435-12 du code de l'environnement, le locataire d'un droit de pêche peut demander la résiliation de son bail si, en raison de leur nature ou de leur durée exceptionnelle, les opérations ou circonstances mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article R. 435-11 et qui sont reprises à l'article 4 du présent cahier des charges, sont de nature à modifier substantiellement les conditions d'exercice de ses droits.

La demande de résiliation n'est valable qu'à la condition d'être formulée par lettre recommandée un mois au plus tard après la date des événements qui motivent la demande.

Si elle est accordée, la résiliation prend effet du jour de la demande.

#### **Article 15 – Cession de bail**

Le locataire ne peut céder son bail qu'en vertu d'une autorisation écrite du préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et, pour les pêcheurs professionnels, après avis de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R. 435-15 du code de l'environnement.

La cession est constatée par un acte devant l'autorité administrative qui a procédé à l'adjudication ou reçu l'acte de location. Le locataire cédant reste solidairement obligé avec le locataire cessionnaire à l'exécution de toutes les conditions financières du bail. Toutefois, seul le locataire cessionnaire peut, le cas échéant, prétendre ultérieurement au droit au renouvellement prévu à l'article R. 435-21 du code de l'environnement.

#### **Article 16 – Panneaux indicateurs**

La fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique est tenue de placer, de procéder à l'entretien ou éventuellement de remplacer des panneaux indicateurs aux endroits précisés ci-après qui lui seront indiqués par le préfet (service gestionnaire de la pêche) :

1° A la limite aval du lot : les panneaux porteront dans ce cas les références respectives des lots contigus ;

2° A chaque extrémité des réserves et zones d'interdictions permanentes comprises dans le lot ou situées à une extrémité du lot, et sur chacun des ponts publics situés dans ces réserves : les panneaux porteront dans ce cas la mention : « Réserve. - Défense de pêcher » ;

Les panneaux seront conformes à un modèle établi par la Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique.

#### **Article 17 – Destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques**

En vue de la destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, l'administration se réserve le droit de capturer les poissons de ces espèces. Elle peut en outre autoriser les différentes catégories de pêcheurs à procéder à ces captures, les protocoles étant établis avec les services gestionnaires.

#### **Article 18 – Veille environnementale**

Les locataires et les titulaires de licences contribuent à la veille environnementale sur leurs lots, notamment en signalant aux services chargés de la police de l'eau et de la pêche tout événement portant atteinte à la qualité de l'eau et du milieu aquatique.

#### **Article 19 – Contestations**

Conformément à l'article L. 435-3 du code de l'environnement, les contestations entre l'administration et les locataires relatives à l'interprétation et à l'exécution des conditions des locations et toutes celles qui s'élèvent entre l'administration ou ses cocontractants et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, sont portées devant le tribunal de grande instance.

#### **Article 20 – Pénalités**

Le non-respect des conditions de la location donne lieu, indépendamment de la résiliation prévue par l'article 14, au paiement d'une somme qui est fixée par le préfet entre 15 euros et 305 euros à titre de clause pénale, indépendamment des frais de timbre et d'enregistrement du procès-verbal de constatation et sans préjudice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées devant les tribunaux compétents.

## **Paragraphe 1 – Dispositions propres aux locataires du droit de pêche aux lignes et à leurs membres**

### **Article 21 – Accords de jouissance**

Des accords de jouissance réciproque peuvent être conclus par les associations agréées ou par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, lorsque cette dernière est locataire du droit de pêche aux lignes en application du 2ème alinéa de l'article R. 435-3 du code de l'environnement. Avant toute exécution, ces accords devront être notifiés au préfet et au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

### **Article 22 – Responsabilité civile du locataire**

Le locataire demeure civilement responsable du non-respect des conditions du présent cahier des charges ou des infractions à la police de la pêche en eau douce qui pourraient être commises par ses agents, ses membres ou les membres des associations avec lesquelles elle a conclu des accords de jouissance réciproque, sauf le cas où des délits sont constatés par ses gardes-pêches particuliers et signalés dans un délai de cinq jours au préfet.

### **Article 23 – Autorisation de stationnement et d'amarrage**

Les propriétaires des embarcations dont les pêcheurs de loisir aux lignes peuvent faire l'usage doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le cas échéant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

### **Article 24 – Exclusions**

Tout pêcheur qui se livre à la pêche au moyen de lignes ou d'engins autres que ceux autorisés ou qui a contrevenu aux clauses et conditions générales et particulières du présent cahier des charges peut, sans préjudice des poursuites encourues par lui, être privé pendant une année de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation des droits conférés à l'association ou la fédération locataire.

Est privé de la même faculté, mais pendant toute la durée du bail restant à courir, tout pêcheur qui, dans l'espace de deux années, a été l'objet d'une condamnation pour infraction aux lois et règlements sur la pêche en eau douce.

Ces exclusions sont prononcées par le préfet, même en l'absence de tout jugement.

Elles sont notifiées à l'intéressé et au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

## **Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels locataires**

### **Article 25 – Co-fermier**

Le locataire doit exercer lui-même les droits qui lui sont conférés par le bail.

Toutefois, sur sa demande, il peut être autorisé à s'associer avec un co-fermier qui jouit, en commun avec lui, de ces droits sur toute l'étendue du lot, étant entendu que le lot ne peut être divisé en deux sections exploitées distinctement l'une par le locataire, l'autre par le co-fermier. Le locataire et le co-fermier s'engagent à participer à la gestion piscicole du lot, selon les modalités fixées par le locataire.

Le co-fermier doit être agréé dans le lot considéré par le préfet qui lui délivre un certificat d'agrément. L'agrément est révocable sur la demande du locataire. Le certificat d'agrément doit être présenté à toute réquisition des agents commis à la police de la pêche en eau douce, faute de quoi le co-fermier est considéré comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

### **Article 26 – Compagnons et aides ; embarquement de touristes**

Le locataire et le co-fermier peuvent être chacun assistés par un ou plusieurs compagnons dont le nombre maximum est précisé dans le cahier des clauses particulières, conformément aux dispositions du II de l'article R. 435-16 du code de l'environnement. Le préfet (service gestionnaire



de la pêche) délivre à chaque compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot ou les lots sur lequel ou lesquels il peut exercer.

Le locataire et le co-fermier sont seuls habilités à faire acte individuel de pêche. Toutefois, ils peuvent autoriser leur compagnon à faire acte de pêche en leur absence dans le respect des autres règles encadrant la pêche (espèces...).

Par ailleurs, le locataire, le co-fermier et leur compagnon peuvent se faire assister par des aides. Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le locataire, le co-fermier et les compagnons dûment autorisés peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

#### **Article 27 – Déclaration de captures**

Le locataire et le co-fermier doivent individuellement déclarer au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé, les résultats de leur pêche, au moins une fois par mois et au plus tard le 5 du mois suivant. La déclaration est effectuée auprès de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site internet. L'office en assure le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les résultats de la pêche pratiquée, le cas échéant, par le compagnon sont déclarés par le locataire ou le co-fermier.

Le marin pêcheur admis à pratiquer la pêche fluviale doit déclarer le résultat de sa pêche conformément aux dispositions relatives à la pêche maritime.

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu à la résiliation du bail, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

#### **Article 28 – Transfert du bail en cas de décès du locataire**

Le contrat de location prend fin en cas de décès du locataire.

Toutefois, le bénéfice du bail peut être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers, qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la date du décès, pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire et demander le transfert du bail à son nom.

Le transfert du bail au profit du bénéficiaire désigné est subordonné à une autorisation écrite délivrée par le préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R.435-15 du code de l'environnement.

#### **Article 29 – Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)**

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le locataire et le co-fermier doivent porter, à l'extérieur de la proue et des deux côtés, le mot : « Pêche » en caractères très apparents, d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc.

Ces embarcations doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le locataire et le co-fermier doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État.

#### **Article 30 – Exclusion**

Tout co-fermier ou compagnon qui, au cours du bail, a subi une condamnation à l'occasion d'infractions à la police de la pêche, peut être privé de la faculté de participer à la jouissance ou à

l'exploitation de la pêche. Cette exclusion est prononcée par le préfet et notifiée à l'intéressé et au locataire.

Le locataire demeure, dans tous les cas, civilement responsable du non-respect, par son co-fermier ou son compagnon, des conditions du présent cahier des charges.

### **Section 3 – Dispositions applicables aux titulaires de licences de pêche**

#### **Article 31 – Incessibilité de la licence, obligation d'avoir sa licence sur soi**

Les membres de l'association agréée des pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et les membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce, titulaires d'une licence, sont soumis aux conditions prévues par la législation et la réglementation relative à l'exercice de la pêche en eau douce.

Le titulaire d'une licence ne peut céder tout ou partie des droits que lui confère son titre.

Les titulaires de licences se livrant à la pêche doivent être porteurs de leur titre comportant la photographie, le nom, le prénom, l'adresse, la signature du titulaire, ainsi que la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation des engins et des filets accordés par la licence. Lorsque le détenteur d'une licence amateur a demandé à être accompagné d'une personne pour participer à la manœuvre des engins, à l'exception des filets, dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article R. 435-7 du code de l'environnement, l'identité de cette personne est mentionnée sur la licence. Les licences doivent être présentées à toute réquisition des agents chargés de la police de la pêche en eau douce, faute de quoi leurs titulaires seront considérés comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

#### **Article 32 – Déclaration de captures**

Le titulaire de la licence doit consigner au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé.

Pour les pêcheurs professionnels, la déclaration est effectuée au moins une fois par mois et au plus tard le 5 du mois suivant auprès de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site internet. L'office en assure le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les captures des anguilles de moins de 12 centimètres sont déclarées dans les vingt-quatre heures conformément à l'arrêté du 18 décembre 2013 fixant les obligations applicables aux pêcheurs professionnels en eau douce relatives à la tenue du carnet de pêche et à la déclaration des captures d'anguilles européennes.

Pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, la déclaration doit être faite au plus tard le 5 du mois suivant. Elle peut être effectuée auprès de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site internet ou par envoi de la fiche mensuelle fournie par le service gestionnaire. Cette fiche est adressée à l'organisme chargé par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) d'en assurer le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public.

Pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, la collecte et le traitement des fiches peuvent être assurés par le service gestionnaire de la pêche qui saisit les déclarations dans l'outil de télédéclaration ou adresse le détail des déclarations à l'organisme chargé du traitement, conformément aux dispositions que ce dernier aura fixées.

Les pêcheurs amateurs doivent, pour chaque capture de saumon, adresser une déclaration de capture à l'Office français de la biodiversité. Les pêcheurs professionnels en eau douce doivent adresser chaque mois le relevé des captures qu'ils ont réalisées à l'OFB.

Les captures des autres poissons migrateurs par tous les pêcheurs en eau douce doivent être enregistrées et déclarées selon les modalités fixées par le plan de gestion des poissons migrateurs, et par le ministre chargé de la pêche en eau douce pour l'anguille.

Les marins pêcheurs admis à pratiquer la pêche fluviale doivent déclarer les résultats de leurs pêches conformément aux dispositions relatives à la pêche maritime.

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu au retrait de la licence, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

### **Paragraphe 1 – Dispositions propres aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaires d'une licence**

#### **Article 33 – Autorisation de stationnement ou d'amarrage pour les embarcations ; aide par un autre pêcheur**

Les propriétaires des embarcations dont les titulaires de licence de pêche amateur aux engins et aux filets peuvent faire usage, doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Un pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence, peut se faire aider par un autre pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence sur le même lot ou d'une personne dont l'identité est indiquée sur la licence, dans les conditions prévues à l'article R. 435-7 du code de l'environnement.

### **Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels titulaires d'une licence**

#### **Article 34 – Compagnons et aides ; embarquement de touristes**

Le titulaire de la licence peut être autorisé à se faire assister par un seul compagnon. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre au compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot sur lequel il peut exercer. Les conditions mises à l'exercice de la pêche en eau douce en qualité de pêcheur professionnel s'appliquent au compagnon.

Le titulaire de la licence est seul habilité à faire acte individuel de pêche. Toutefois, il peut autoriser son compagnon à faire acte individuel de pêche en son absence. Une copie de cette autorisation est adressée au service gestionnaire.

Par ailleurs, le titulaire de la licence peut se faire assister par des aides, sauf dans les zones définies à l'article L. 436-10 du code de l'environnement. Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le titulaire de la licence ou son compagnon dûment autorisé peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

#### **Article 35 – Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)**

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le titulaire d'une licence de pêche professionnelle doivent porter à l'extérieur de la proue et des deux côtés le mot : « pêche » en caractères très apparents d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc. Elles doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le titulaire de la licence doit se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de ses embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État.

#### **Article 36 – Incessibilité de la licence en cas de décès**

En cas de décès du titulaire de la licence, le bénéfice des droits conférés par ce titre ne peut pas être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers.

## Chapitre III – Dispositions financières applicables aux locataires

### Article 37 – Caution, cautionnement

A moins de payer comptant la totalité du prix de la location, le locataire est tenu à titre de garantie de l'exécution des clauses du bail de fournir, à son choix, soit une caution, soit un cautionnement.

La caution est désignée par écrit par le locataire, immédiatement en cas de location amiable ou dans le délai maximum de sept jours en cas d'adjudication.

La caution doit être domiciliée en France et expressément agréée par l'agent comptable chargé du recouvrement du prix.

Elle s'oblige solidairement avec le locataire et également par écrit à toutes les charges et conditions de la location, et renonce à se prévaloir du bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du code civil.

En cas d'adjudication et s'il n'est pas intervenu sur-le-champ, l'acte constatant la réalisation de ces garanties est passé, à la suite du procès-verbal d'adjudication, par-devant l'autorité administrative qui a présidé la séance.

Le cautionnement, égal à six mois de loyer, est versé dans un délai de sept jours à compter du procès-verbal d'adjudication ou avant la signature de l'acte en cas de location amiable, soit à la caisse du comptable public, soit à la Caisse des dépôts et consignations.

Le cautionnement est constitué au gré du preneur, soit en numéraire, soit en titres ou valeurs émis par l'État et les collectivités publiques, ou avec leur garantie.

Le cautionnement est restitué au locataire en fin de bail ou, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessus, en cas de cession de bail, au vu d'un certificat du comptable public, chargé de l'encaissement du prix et du préfet attestant qu'il a satisfait à toutes les conditions de la location.

Le locataire et la caution sont tenus d'élire domicile dans la commune où l'acte a été passé, faute de quoi tous actes postérieurs leur sont valablement signifiés auprès de l'autorité administrative qui a reçu l'acte.

Faute de fournir ces garanties dans le délai prescrit, l'adjudicataire est déchu de l'adjudication et il est procédé soit à une nouvelle location, soit à une mise en réserve du lot dans les conditions fixées par l'article R. 436-69 du code de l'environnement.

L'adjudicataire déchu est tenu de verser la différence entre son prix et celui de la nouvelle location, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a.

### Article 38 – Actualisation du loyer, paiement

Le loyer est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1} ;$$

$L_n$  : Loyer de l'année N ;

$L_{n-1}$  : Loyer de l'année N-1 ;

$I_n$  : indice de référence des loyers du 3<sup>e</sup> trimestre de l'année N-1 ;

$I_{n-1}$  : indice de référence des loyers du 3<sup>e</sup> trimestre de l'année N-2.

Il est payable d'avance le 2 janvier de chaque année à la caisse du comptable public. Si le bail prend effet en cours d'année, le premier terme, calculé au prorata du temps, doit être acquitté dans les vingt jours de la conclusion du contrat. En cas de retard dans les paiements, les sommes dues produisent intérêt, au profit du Trésor, au taux en vigueur en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois sont comptés pour trente jours et les fractions de mois sont négligées.

### **Article 39 – Droit fixe, poursuites**

En cas d'adjudication ou de location amiable, les procès-verbaux d'adjudication ou les baux de pêche peuvent faire l'objet d'une présentation volontaire au comptable public compétent avec paiement du droit fixe prévu à l'article 680 du code général des impôts.

Si des poursuites deviennent nécessaires pour obtenir le paiement du prix de l'adjudication en principal et accessoires, elles auront lieu dans les conditions prévues aux articles L. 2321-1 à L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les demandes de résiliation ne suspendent pas l'effet des poursuites pour le recouvrement des termes échus.

## **Chapitre IV – Dispositions financières applicables aux titulaires de licences**

### **Article 40 – Paiement des licences**

Les personnes dont la demande de licence a été admise en sont avisées par le chef du service gestionnaire de la pêche. Elles doivent acquitter le prix de la licence à la caisse du comptable public qui leur délivre une quittance. Au vu de cette quittance et de la carte de membre de l'association agréée départementale de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public ou de l'association agréée départementale ou interdépartementale de pêcheurs professionnels, la carte de licence individuelle sera remise aux intéressés par le service gestionnaire de la pêche.

Toute demande sera considérée comme annulée, si la licence n'a pas été retirée dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le pétitionnaire a été avisé que sa demande de licence était admise.

### **Article 41 – Actualisation du prix**

Le prix des licences est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1}$$

$L_n$  : Loyer de l'année N ;

$L_{n-1}$  : Loyer de l'année N-1 ;

$I_n$  : indice de référence des loyers du 3<sup>e</sup> trimestre de l'année N-1 ;

$I_{n-1}$  : indice de référence des loyers du 3<sup>e</sup> trimestre de l'année N-2.

## **Chapitre V – Modes et procédés de pêche autorisés**

### **Section 1 – Pêche de loisir**

#### **Article 42 – Conditions d'exercice de la pêche**

Les membres des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, autorisés à pêcher dans le cadre des locations faisant l'objet du présent cahier des charges, ont le droit de pêcher dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

#### **Article 43 – Identification des engins et filets**

Les licences délivrées aux membres de l'association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public précisent la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires peuvent être autorisés à utiliser.

Chaque engin ou filet utilisé doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé comportant le numéro de la licence ou le nom du titulaire de la licence et la lettre A.

## **Section 2 – Pêche professionnelle**

### **Article 44 – Identification des engins et filets en cas de location**

Conformément aux articles R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du code de l'environnement, les conditions particulières d'exploitation fixent, pour chaque lot, la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation des engins et des filets que le locataire est autorisé à utiliser.

Chaque engin ou filet, utilisé dans le cadre de la location, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le nom du locataire.

### **Article 45 – Identification des engins et filets utilisés sous couvert d'une licence**

Conformément à l'article R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du code de l'environnement, les licences attribuées aux membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce précisent la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires sont autorisés à utiliser.

Ces licences ne peuvent toutefois autoriser l'emploi des filets de type senne, des filets-barrages, des baros, des dideaux et des bouges.

Chaque engin et filet utilisé sous couvert d'une licence, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le numéro de la licence et la lettre P.

## **Section 3 – Conditions d'utilisation des engins et des filets**

### **Article 46 – Signalement des filets**

En vue de son signalement à la navigation, tout filet utilisé doit être rendu apparent par deux bouées ancrées à proximité de ses extrémités.

Toutefois, le préfet (service gestionnaire de la pêche) peut ne pas soumettre à cette obligation l'emploi des nasses et des filets, à condition qu'ils soient placés à des emplacements où leur présence ne présente aucun inconvénient pour la navigation. Ces dérogations sont révocables à tout moment, sans indemnité.

Durant les heures d'interdiction nocturne de la pêche, tout filet-barrage doit être relevé entièrement hors de l'eau sur toute sa longueur. Si le bateau porteur du carrelet n'est pas ramené à terre, le carrelet doit être relevé sur le lieu de pêche et, durant toute la nuit, un fanal accroché à l'un de ses montants doit éclairer le filet, de telle sorte que celui-ci soit visible de chacune des deux rives. Sur les voies navigables, l'éclairage du filet-barrage doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Les filets-barrages ne doivent, en aucune manière, occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée réellement utilisable par le courant de l'eau, dans l'emplacement où ils sont employés. Si la section du lit présente des différences importantes de profondeur, le tiers disponible pour le passage du poisson doit toujours être assuré du côté le plus profond.

## **Chapitre VI – Clauses et conditions particulières**

### **Article 47 - Dispositions générales**

Le présent chapitre du Cahier des Charges, établi en application de l'article R.435-10 et R.435-16 du Code de l'Environnement, détermine les clauses et les conditions particulières de la location du droit de pêche aux lignes et du droit de pêche aux engins et aux filets exercés au profit de l'État dans les eaux du domaine public fluvial du département de l'Aube.

Pour l'exploitation de la pêche, les locataires devront se conformer à la réglementation en vigueur et respecter notamment les dispositions de l'arrêté préfectoral n° DDT-SEB/BB-2019345-0001 du

11 décembre 2019 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de l'Aube et dont une copie sera annexée au présent Cahier des Charges.

#### **Article 48 - Désignation et consistance des lots, modes de pêche autorisés, conditions d'exploitation de la pêche permises par lot, prix de base de location de chaque lot**

La liste des lots mis en location, leurs limites, leurs longueurs, les modes de pêche autorisés par lot, les conditions d'exploitation permises ainsi que le prix de base de location de chaque lot sont fixés conformément aux tableaux ci-après.

#### **Article 49 - Réserves de Pêche, interdiction temporaire**

Pendant la durée des baux consentis (1er janvier 2023 au 31 décembre 2027), des réserves de pêche autres que celles en cours au 1er janvier 2022 et précisées dans les tableaux ci-après pourront être instituées sur les lots loués en application des dispositions des articles R.436-69 et R.436-73 du Code de l'Environnement.

Ces réserves pourront être mises en place soit à la demande du locataire, soit d'office si la protection du patrimoine piscicole le justifie. Dans ce dernier cas seulement, les dispositions prévues à l'article 4, avant-dernier alinéa du Cahier des Charges Générales sont applicables.

Des interdictions de pêche d'une ou de plusieurs espèces de poissons pourront également être prononcées en application de l'article R.436-8 du Code de l'Environnement.

Les réserves instituées ou les interdictions prononcées devront être clairement indiquées sur le terrain par l'apposition des pancartes installées à la diligence du locataire concerné et dans les conditions prévues par les arrêtés pris en la matière.

#### **Article 50 - Dispositions diverses**

Outre le respect de la réglementation relative à la pêche fluviale, les locataires du droit de pêche sont tenus de respecter les règlements ou mesures prises, soit dans l'intérêt du domaine public fluvial, soit de la gestion des eaux, soit dans l'intérêt de la sécurité publique ou encore pour les besoins de la navigation.

En particulier, l'attention du locataire est appelée sur les dispositions réglementaires prévues par le règlement général de police de la navigation intérieure (décret du 6 février 1932 modifié) ainsi que sur celles concernant l'exercice de la navigation de plaisance (arrêté inter-préfectoral n° 75-2019-05-23-002 du 23 mai 2019 portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur l'itinéraire Seine-Yonne).

Pour des raisons liées à la sécurité publique, l'accès sur les ouvrages de navigation est rigoureusement interdit. Tout acte de pêche est également interdit 50 m à l'amont et à l'aval des extrémités de ces ouvrages.

Il est rappelé par ailleurs que toute occupation du domaine public fluvial (en particulier le stationnement des barques et la construction des pontons) est soumise à autorisation préalable du service gestionnaire.

**Lots de pêche du domaine public fluvial 2023-2027**

Rivière concernée	Service gestionnaire	DESIGNATION DU LOT			MODE D'EXPLOITATION AUTORISE			Exploitation de la pêche - Dispositions particulières			Prix de base 2023 de location
		N° du lot	Limites	Longueur (en m)	Pêche aux lignes	Pêche aux engins et aux filets	Licences de pêche aux anguilles	Réserves temporaires de pêche	Parcours de carpe de nuit	Commentaires	
Aube	DDT	A 1	Du lavoir de Brienne-la-Vieille jusqu'au pont de Blaincourt-sur-Aube (parement aval). <i>Territoire communal des rives :</i> Brienne-la-Vieille, Radonvilliers, Brienne-le-Château, Mathaux, Blaincourt-sur-Aube, Epagne.	9148	Autorisé	Exclu	Exclu	L'Aube à Mathaux, de part et d'autre de la restitution (propriété EPTB Seine Grands Lacs).			810,00 €
		A 2	Du pont de Blaincourt-sur-Aube (parement aval) jusqu'au pont de Lesmont (parement aval). <i>Territoire communal des rives :</i> Epagne, Blaincourt-sur-Aube, Précy-Saint-Martin, Précy-Notre-Dame, Lesmont.	8040	Autorisé	Exclu	Exclu	Réserve dite de Précy-Saint-Martin : de l'aval du barrage de Précy-Saint-Martin jusqu'à un point situé 185m à l'aval de cet ouvrage.			701,00 €
		A 3	Du pont de Lesmont (parement aval) au pont de Sainte Thuisse (parement aval). <i>Territoire communal des rives :</i> Lesmont, Chalette-sur-Voire, Magnicourt, Molins-sur-Aube, Pougy, Brillecourt, Coclois, Dommartin-le-Coq, Nogent-sur-Aube.	12305	Autorisé	Exclu	Exclu				1 104,00 €
		A 4	Du pont de Sainte-Thuisse (parement aval) jusqu'au pont de Ramerupt (parement aval) <i>Territoire communal des rives :</i> Dommartin-le-Coq, Nogent-sur-Aube, Morembert, Ramerupt, Isle-Aubigny, Chaudrey.	8586	Autorisé	Exclu	Exclu				646,00 €
		A 5	Du pont de Ramerupt (parement aval) jusqu'au pont de Vinets (parement aval). <i>Territoire communal des rives :</i> Isle-Aubigny, Orillon, Vaupoisson, Vinets, Saint-Nabord-sur-Aube, Le Chêne, Torcy-le-Petit.	11345	Autorisé	Exclu	Exclu				816,00 €
		A 6	Du pont de Vinets (parement aval) au pont de la RN77 (parement aval) à Arcis-sur-Aube, y compris la boucle du camping d'Arcis-sur-Aube. <i>Territoire communal des rives :</i> Le Chêne, Torcy-le-Petit, Torcy-le-Grand, Arcis-sur-Aube.	14149	Autorisé	Exclu	Exclu				1 191,00 €
		A 7	Du pont du N77 à Arcis sur Aube (parement aval) jusqu'au pont de Viâpres le Grand (parement aval). <i>Territoire communal des rives :</i> Arcis-sur-Aube, Villette-sur-Aube, Ormes, Pouan-les-Vallées, Viâpres-le-Petit.	13885	Autorisé	Exclu	Exclu				1 150,00 €
		A 8	Du pont de Viâpres-le-Grand (parement aval) à la jonction des bras de l'Aube et du Bachot <i>Territoire communal des rives :</i> Plancy-l'Abbaye.	11202	Autorisé	Exclu	Exclu				742,00 €
		A 9	De la jonction des bras de l'Aube et du Bachot jusqu'à la limite départementale des communes d'Etrelles-sur-Aube (10) et Granges-sur-Aube (51) <i>Territoire communal des rives :</i> Plancy l'Abbaye, Boulages, Etrelles-sur-Aube.	9794	Autorisé	Exclu	Exclu			Sur les 9794m, 3863m sont limitrophes avec le département de la Marne. Par conséquent le département de l'Aube loue une berge sur les deux sur cette distance. En sachant que c'est la réglementation la moins restrictive qui s'applique.	361,00 €
Le Bachot (bras naturel de l'Aube)	DDT	A10	De l'aval du déversoir de Plancy dit « Bâtard de Rhèges » à la jonction des bras de l'Aube et du Bachot. <i>Territoire communal des rives :</i> Plancy-l'Abbaye, Charny-le-Bachot.	9387	Autorisé	Exclu	Exclu			792,00 €	
Canal de Plancy (bras artificiel de l'Aube)		A 11	De son origine dans l'Aube au point où il rejoint l'Aube (point qui fait la séparation du canal et de la rivière). <i>Territoire communal des rives :</i> Plancy-l'Abbaye.	1378	Autorisé	Exclu	Exclu			64,00 €	



Rivière concernée	Service gestionnaire	DESIGNATION DU LOT			MODE D'EXPLOITATION AUTORISE			Exploitation de la pêche - Dispositions particulières			Prix de base 2023 de location	
		N° du lot	Limites	Longueur (en m)	Pêche aux lignes	Pêche aux engins et aux filets	Licences de pêche aux anguilles	Exploitation de la pêche - Dispositions particulières				
								Réerves temporaires de pêche	Parcours de carpe de nuit	Commentaires		
Seine	DDT	S 1	Du pont de Méry-sur-Seine (rue du Général Leclerc) à la limite des communes de Saint-Oulph (Aube) et de Clesles (Marne) <i>Territoire communal des rives :</i> Méry-sur-Seine, Saint-Oulph, Châtres.	6970	Autorisé	Exclu	Exclu				421,00 €	
		S 2	De la limite des départements de l'Aube et de la Marne entre les communes de Clesles (Marne) et Maizières-la-Grande-Paroisse (Aube) à la limite des départements de l'Aube et de la Marne entre les communes de Romilly-sur-Seine (Aube) et de Saint-Just-Sauvage (Marne) <i>Territoire communal des rives :</i> Maizières-la-Grande-Paroisse, Romilly-sur-Seine.	9969	Autorisé	Exclu	Exclu			Sur les 9969m, 2914m sont limitrophes avec le département de la Marne. Par conséquent le département de l'Aube loue une berge sur les deux sur cette distance. En sachant que c'est la réglementation la moins restrictive qui s'applique.	368,00 €	
	VNF	S 3	De la limite des départements de l'Aube et de la Marne jusqu'au pont de Pont-sur-Seine (parement aval)	7242	Autorisé	Exclu	Exclu			Sur les 7242m, 595m sont limitrophes avec le département de la Marne. Par conséquent le département de l'Aube loue une berge sur les deux sur cette distance. En sachant que c'est la réglementation la moins restrictive qui s'applique.	504,00 €	
		S 4	Depuis le pont de Pont-sur-Seine (parement aval) jusqu'au débouché du canal de Courtavant	9103	Autorisé	Exclu	Exclu	<u>Réserve dite de « Tourne cul » (230m)</u> <u>La noue dans sa totalité situé en rive droite de la Seine, 370m en aval du pont de la RD52.</u>	- Section rive gauche de l'entrée de la rivière des Epinettes jusqu'à la plage (commune de Pont-sur-Seine) - Section rive gauche depuis la descente de bateau jusqu'au point situé à 500m en amont (commune de Marnay-sur-Seine)		538,00 €	
		S 5	Du débouché du canal de Courtavant jusqu'à l'amont du Moulin des ETS SOUFFLETS de Nogent-sur-Seine	5441	Autorisé	Exclu	Exclu		Section rive gauche depuis la rue Clément Ader jusqu'au panneau situé légèrement au-dessus de la ferme de Bernières		53,00 €	
		S6	Depuis l'amont de l'écluse de Nogent-sur-Seine jusqu'au barrage de Beaulieu y compris la section aval du déversoir du livon ainsi que la boucle de l'Ormelat	8434	Autorisé	Exclu	Exclu		Pourtour de l'île de l'Ormelat.		613,00 €	
		S7	Du barrage de Beaulieu jusqu'au débouché de l'Orvin (limite des départements Aube et Seine-et-Marne)	9190	Autorisé	Exclu	Exclu	<u>Réserve dite de la noue de la Varenne à La-Motte-Tilly (455m).</u>		La Fédération de pêche de la Seine-et-Marne reste locataire du droit de pêche sur le parcours en commun et elle prend en charge la location (approximativement 900m). Les pêcheurs des 2 départements profitent sans cotisation supplémentaire de la réciprocité à 4 lignes sur ce tronçon. En sachant que c'est la réglementation la moins restrictive qui s'applique.	551,00 €	
		Dérivation de Conflans à Bernières	S 8	De la limite des départements de l'Aube et de la Marne jusqu'au pont-levis de Pont-sur-Seine (parement aval).	5280	Autorisé	Exclu	Exclu		Section rive gauche sur un linéaire de 250m directement en amont de la gare de Pont sur Seine.		105,00 €
			S 9	Du pont-levis de Pont-sur-Seine (parement aval) jusqu'à la confluence avec la Seine.	5423	Autorisé	Exclu	Exclu		600m rive gauche canal de dérivation à Marnay-sur-Seine.		174,00 €
		Dérivation de Beaulieu à Villiers	S10	Depuis sa prise d'eau en seine jusqu'à la limite des départements Aube et Seine-et-Marne.	6089	Autorisé	Exclu	Exclu		De l'aval de l'écluse de Beaulieu (rive gauche 280m en aval du musoir aval de l'écluse PK 23,88 – rive droite 50m en aval du musoir aval de l'écluse PK 23,65), jusqu'à la limite départementale.		359,00 €

Rivière concernée	Service gestionnaire	DESIGNATION DU LOT			MODE D'EXPLOITATION AUTORISE			Exploitation de la pêche - Dispositions particulières			Prix de base 2023 de location
		N° du lot	Limites	Longueur en m	Pêche aux lignes	Pêche aux engins et aux filets	Licences de pêche aux anguilles	Réserves temporaires de pêche	Parcours de carpe de nuit	Commentaires	
		Canal de la Haute-Seine	Voies Navigables de France	CHS 10	Du pont de Méry-sur-Seine (route de Soissons) jusqu'à la limite départementale, y compris le bras d'alimentation du canal.	3644	Autorisé	Exclu	Exclu	- Réserve dite de l'Ecluse de Saint-Oulph à Saint-Oulph (150m) - Réserve dite de l'écluse de Méry-sur-Seine à Méry-sur-Seine (100m)	

Rivière concernée	Service gestionnaire	DESIGNATION DU LOT			MODE D'EXPLOITATION AUTORISE			Exploitation de la pêche - Dispositions particulières			Prix de base 2023 de location
		N° du lot	Limites	Longueur en m	Pêche aux lignes	Pêche aux engins et aux filets	Licences de pêche aux anguilles	Réserves temporaires de pêche	Parcours de carpe de nuit	Commentaires	
		Partie du canal de Bourgogne incluse sur le territoire du département de l'Aube	DDT de l'Yonne	B1	Lot compris entre les PK 34,048 et PK 35,669 sur le canal de Bourgogne correspondant à l'enclave auboise	1621	Autorisé	Exclu	Exclu		



PREFET DE L'AUBE

**Direction  
Départementale  
des Territoires**

AUBE

**ARRÊTÉ N° DDT-SEB/BB-2019 345 - 000 1**

**Service Eau Biodiversité  
Bureau Biodiversité**

**Arrêté portant règlement permanent relatif à l'exercice de  
la pêche en eau douce dans le département de l'AUBE**

*Le Préfet de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L430-1 à L437-23 et R431-1 à R437-12 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 février 2016 relatif aux périodes de pêche de l'anguille ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SEB/BB-2019014-0001 du 14 janvier 2019 fixant le classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau en deux catégories ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SEB/BB-2017348-0001 du 14 décembre 2017 portant Règlement Permanent de la Pêche dans le département de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2019308-0001 du 4 novembre 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François HOU, directeur départemental des territoires de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2019309-001 du 5 novembre 2019 portant subdélégation de signature en matière d'eau et de biodiversité à M. Gilles HUGEROT, chef du service eau biodiversité de la direction départementale des territoires de l'Aube ;

VU l'avis de M. le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et de Protection du Milieu Aquatique ;

VU la consultation du public effectuée du 19 novembre 2019 au 10 décembre 2019 dans les formes prévues à de l'article L120-1 du code de l'environnement ;

**ARRETE :**

**Article 1** - La réglementation de la pêche fluviale dans le département de l'Aube est fixée conformément aux dispositions ci-après.

## TEMPS ET HEURES D'OUVERTURE

### **Article 2 - Temps d'ouverture dans les eaux de 1<sup>re</sup> catégorie**

La pêche est autorisée pendant les temps d'ouverture fixés ainsi qu'il suit :

#### **2.1 - Ouverture générale**

Du 2<sup>ème</sup> samedi de mars au 3<sup>ème</sup> dimanche de septembre.

#### **2.2 - Ouvertures spécifiques**

##### OMBRE COMMUN

Du 3<sup>ème</sup> samedi de mai au 3<sup>ème</sup> dimanche de septembre.

##### ANGUILLE JAUNE

Du 2<sup>ème</sup> samedi de mars au 15 juillet.

##### GRENOUILLE VERTE OU DITE COMMUNE (PÉLOPHYLAX KL ESCULENTUS) ET GRENOUILLE ROUSSE (RANA TEMPORARIA)

Du 3<sup>ème</sup> samedi de mai au 3<sup>ème</sup> dimanche de septembre.

##### BROCHET

Du dernier samedi d'avril au 3<sup>ème</sup> dimanche de septembre.

Tout brochet capturé du deuxième samedi de mars au dernier vendredi d'avril doit être immédiatement remis à l'eau.

Les jours inclus dans les temps fixés par cet article sont compris dans les périodes d'ouverture.

### **Article 3 - Temps d'ouverture dans les eaux de 2<sup>e</sup> catégorie**

La pêche est autorisée pendant les temps d'ouverture fixés ainsi qu'il suit :

#### **3.1 - Ouverture générale**

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

#### **3.2 - Ouvertures spécifiques**

##### BROCHET

Devant la nécessité de protéger la reproduction de cette espèce et d'assurer sa tranquillité pendant la période suivant le frai où elle est la plus vulnérable, la période d'ouverture s'établit comme suit :

Du 1<sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier,

Du dernier samedi d'avril au 31 décembre.

##### SANDRE

Devant la nécessité de protéger la reproduction de cette espèce et d'assurer sa tranquillité pendant la période suivant le frai où elle est la plus vulnérable, la période d'ouverture s'établit comme suit :

Du 1<sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier,

Du 2<sup>ème</sup> samedi de juin au 31 décembre.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables au Lac de la Forêt d'Orient, au Lac Amance et au Lac Auzon-Temple pour lesquels la période d'ouverture est fixée comme suit :

Du 2<sup>ème</sup> samedi de mai au 31 décembre.

TRUITE FARIO, OMBLE OU SAUMON DE FONTAINE

Du 2<sup>ème</sup> samedi de mars au 3<sup>ème</sup> dimanche de septembre.

OMBRE COMMUN

Du 3<sup>ème</sup> samedi de mai au 31 décembre.

ANGUILLE JAUNE

Du 15 février au 15 juillet.

GRENOUILLE VERTE OU DITE COMMUNE (PÉLOPHYLAX KL ESCULENTUS) ET GRENOUILLE ROUSSE (RANA TEMPORARIA)

Du 3<sup>ème</sup> samedi de mai au 3<sup>ème</sup> dimanche de septembre.

Les jours inclus dans les temps fixés par cet article sont compris dans les périodes d'ouverture.

#### **Article 4 - Protections particulières de certaines espèces**

La pêche de l'anguille argentée est interdite toute l'année dans l'ensemble du département de l'Aube. La pêche des écrevisses énumérées à l'article R436-10 du Code de l'Environnement (à pattes rouges, des torrents, à pattes blanches et à pattes grêles) est interdite toute l'année dans l'ensemble du département de l'Aube.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007, le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille rousse (*Rana temporaria*) et de la grenouille verte ou commune (*Pelophylax KL esculentus*), qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période.

La pêche des autres espèces de grenouilles est interdite toute l'année dans l'ensemble du département.

#### **Article 5 - Heures d'interdiction**

La pêche ne peut s'exercer plus d'une demi-heure avant le lever du soleil, ni plus d'une demi-heure après son coucher.

### **TAILLES MINIMALES DES POISSONS, DES GRENOUILLES ET DES ECREVISSES**

#### **Article 6 - Tailles minimales de certaines espèces**

Les tailles minimales de capture des poissons, grenouilles et écrevisses restent celles fixées à l'article R436-18 du Code de l'Environnement soit :

- 0,30 mètre pour l'ombre commun,
- 0,30 mètre pour le black-bass dans les eaux de la 2e catégorie,
- Grenouille verte ou dite commune et grenouille rousse : longueur du corps supérieure à 8 cm.

Cependant, en application de l'article R436-19, afin de permettre aux espèces suivantes de pouvoir se reproduire au moins une fois, les tailles minimales de capture sont portées à :

- 0,25 mètre pour la truite fario, arc en ciel, l'omble ou saumon de fontaine,
- 0,60 mètre pour le brochet,
- 0,50 mètre pour le sandre, dans les eaux de 2ème catégorie.

## NOMBRE DE CAPTURES AUTORISEES

### **Article 7 - Limitation des captures de salmonidés**

En vue de protéger les populations sauvages de salmonidés présentes dans les différents cours d'eau, canaux et plans d'eau du département, le nombre de captures de salmonidés autorisé par pêcheur et par jour est fixé à SIX.

### **Article 8 - Limitation des captures de carnassiers**

Dans les eaux classées en 1ère catégorie en application de l'article R436-21, le nombre de captures autorisé de brochets par pêcheur de loisir et par jour, est fixé à deux brochets maximum.

Dans les eaux classées en 2ème catégorie en application de l'article R436-21, le nombre de captures autorisé de sandres, brochets et black-bass, par pêcheur de loisir et par jour, est fixé à trois, dont deux brochets maximum.

## PROCEDES ET MODE DE PECHEES AUTORISEES

**Article 9** - Les membres des Associations pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique peuvent pêcher au moyen :

**A** - de QUATRE lignes au plus dans les eaux de 2<sup>ème</sup> catégorie.

**B** - d'UNE ligne dans les eaux non domaniales de 1<sup>ère</sup> catégorie.

Les lignes doivent être montées sur canne et munies de deux hameçons ou de trois mouches artificielles au plus. Elles doivent être disposées à proximité du pêcheur.

**C** - de la vermée et de six balances au plus destinées à la capture des écrevisses autres que celles énumérées à l'article R436-10 du Code de l'Environnement (à pattes rouges, des torrents, à pattes blanches et à pattes grêles).

**D** - Dans tous les cours d'eau de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories du département, l'emploi de la bouteille ou de la carafe en verre d'une contenance maximum de 2 litres pour la pêche des vairons et autres poissons servant d'amorces, est autorisé à raison d'une seule carafe ou d'une seule bouteille par pêcheur.

**E** - La détention sur un bateau en même temps que des moyens de pêche ou l'utilisation d'appareils de sondage par onde est autorisée.

**F** - La pêche à une ligne est autorisée à partir des barrages et écluses ainsi que sur une distance de 50 m en aval de l'extrémité de ceux-ci. Cette disposition s'applique sur les cours d'eau du domaine public et privé (article R436-71 du Code de l'Environnement) sauf interdiction spécifique prise en application de l'article R436-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 10 - Pêche de la carpe de nuit**

Dans les sections de cours d'eau désignées ci-après, la pêche de la carpe est autorisée à toute heure, y compris de nuit. Toutefois, seules les esches végétales et les bouillettes seront utilisées dans le cadre de la pêche de nuit.

#### Canal de la Haute Seine

Section rive droite depuis la tête amont de l'écluse dite de SAINT-LYE jusqu'à un point situé 600 m en amont (limite amont de la zone de retournement) (commune de SAINT-LYE).

Section rive droite située à l'ancien port de DROUPT-SAINTE-MARIE entre le pont du Beauregard et le "pont de la route de VALLANT-SAINT-GEORGES (commune de DROUPT-SAINTE-MARIE).

Section du Canal de la Haute Seine dit Bassin du Port de MERY-SUR-SEINE (lot CHS 10) comprise entre le pont de MERY-SUR-SEINE sur le CD 373 (PK 29.330) jusqu'à l'extrémité dudit bassin (PK 29.350).

#### Rivière Seine

Section de 400 m rive gauche de la rivière Seine depuis la passerelle du stade jusqu'au pont de l'avenue des Tirverts (commune de PONT-SAINTE-MARIE).

Section rive droite depuis un point situé en amont à 440 m de la prise d'eau du Canal de la Haute-Seine jusqu'à un point situé 130 m en aval de cet ouvrage (commune de BARBEREY-SAINT-SULPICE).

Section de 550 m rive gauche de la rivière Seine de l'entrée de la rivière des Epinettes jusqu'au pont de la RD 52 (commune de PONT-SUR-SEINE).

Section de 660 m rive gauche depuis la descente de bateau jusqu'au point amont situé en face de la mise à l'eau rive droite (commune de MARNAY-SUR-SEINE).

Section rive gauche de la rivière Seine (lot S 12) située sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE depuis la rue Clément Ader (PK 18.500 environ) jusqu'au panneau situé légèrement au-dessus de la ferme de Bernières (PK 17.100 environ).

Pourtour de l'île formée par le rescindement de la boucle de l'Ormelat (lot S 12).

#### Canal de dérivation de Conflans à Bernières

Section rive gauche du canal de dérivation de Bernières sur un linéaire de 250 m directement en amont de la gare d'eau de PONT-SUR-SEINE (PK 10.500 au PK 10.750).

Section rive gauche du canal depuis un point situé 50 m en aval de l'écluse de MARNAY-SUR-SEINE jusqu'à un point situé 500 m en aval de ce dernier (limite aplomb ligne électrique).

#### Futur Canal à grand gabarit

Le casier n°1 du futur canal à grand gabarit où le droit de pêche est détenu par l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de NOGENT SUR SEINE et situé sur le territoire des communes de LE MERIOT et MELZ-SUR-SEINE, la pêche n'étant toutefois autorisée que sur la rive sud du casier.

#### Canal de dérivation de Beaulieu à Villiers

Le canal de dérivation de Beaulieu à Villiers (lot S 20) depuis l'aval de l'écluse de Beaulieu (rive gauche 280 m en aval du musoir aval de l'écluse PK 23.880 - rive droite 50 m en aval du musoir aval de l'écluse PK 23.650) jusqu'à la limite des départements AUBE et SEINE ET MARNE (PK 29.770) y compris la ballastière de Beaulieu, la pêche n'étant toutefois autorisée sur la dérivation que sur la rive opposée au chemin de halage.

#### Rivière Le Melda

Depuis le parement amont du pont de Vannes jusqu'à un point situé 750 m en amont (commune de Sainte-Maure).

Les sections de cours d'eau désignées ci-dessus devront être clairement indiquées sur le terrain par l'apposition de pancartes. Ces dernières seront installées à la diligence des sociétés détentrices du droit de pêche concernées et au moins aux limites extrêmes des secteurs considérés.

Des pancartes de rappel pourront être en outre installées notamment à tous les accès habituels des pêcheurs aux berges des sections des cours d'eau dont il s'agit.

## **PROCEDES ET MODE DE PECHE PROHIBES**

**Article 11** - Pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche au brochet définie à l'article 3 ci-dessus, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel et aux leurres susceptibles de capturer le brochet de manière non accidentelle est interdite dans les eaux libres de 2<sup>ème</sup> catégorie du département de l'Aube.

En vue de protéger les frayères d'ombres communs, la pêche en marchant dans l'eau est interdite sur la section de rivière Seine classée en 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole depuis son entrée dans le département (limite AUBE – COTE D'OR) jusqu'au pont de FOUCHERES, et ce du 2<sup>e</sup> samedi de mars à la veille du 3<sup>ème</sup> samedi de mai.

## **INTERDICTIONS TEMPORAIRES DE PECHE**

**Article 12** – Afin de favoriser la protection, la reproduction du poisson et la constitution de leur stock piscicole, la pêche de toute espèce de poissons par tout moyen y compris la ligne flottante tenue à la main, est interdite pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 15 juillet de chaque année dans les parties de cours d'eau ou canaux suivants :

### **Rivière Aube :**

- 1 - La noue des "Jardins" (rive gauche de l'Aube) dans sa totalité (commune de MOLINS-SUR-AUBE).
- 2 - La noue du "Saussis" (rive droite de l'Aube) dans sa totalité (commune de MAGNICOURT).
- 3 - La noue de «Brillecourt» (rive gauche de l'Aube) dans sa totalité (commune de BRILLECOURT).
- 4 - La noue au «Coq» située en rive gauche de l'Aube dans sa totalité (commune de LOCLOIS).
- 5 - La noue du "Bois Jacquard" (rive droite de l'Aube - en amont du pont de la Route Départementale n° 48) dans sa totalité (commune de MOREMBERT).
- 6 - La noue de "La Madeleine" (rive gauche de l'Aube) dans sa totalité (commune de NOGENT-SUR-AUBE).
- 7 - La noue située sur la commune de CHAUDREY (rive gauche de l'Aube), au lieu-dit «Fossé Michaut», sur sa totalité.
- 8 - La noue de "Périgny" (rive droite de l'Aube) dans sa totalité (commune d'ORTILLON).
- 9 - La noue de "l'Ile aux Vanniers" (rive droite de l'Aube) dans sa totalité (commune d'ISLE-AUBIGNY).
- 10 - Le «Ruisseau des Crouillères» (IGN) depuis sa source (située ferme de la Caroline, commune de CHAMPFLEURY) jusqu'à sa confluence avec l'Aube (commune de PLANCY-L'ABBAYE).



### **Rivière Seine :**

11 - Bras de la Vieille Seine , dans sa totalité, situé en rive droite de la Seine sur les communes de VILLEMAYENNE et de SAINT-PARRES-LES-VAUDES.

12 - Canal de NOGENT-SUR-SEINE depuis un point situé 50m à l'aval de l'écluse de NOGENT-SUR-SEINE jusqu'à un point situé à 25 m de la pointe de l'île Olive (commune de NOGENT-SUR-SEINE).

13 - Sur une section de la rivière Seine (lot S 12) constitué par le bras mort de la Seine, allant de la digue permettant l'accès à l'île formée par le rescindement de la boucle de l'Ormelat jusqu'à la confluence de ce bras mort avec le bras navigable (commune de NOGENT-SUR-SEINE).

14 - Noue des Nageoires et Noue de Pigny (rive droite de la Seine) depuis le pont situé sur le chemin de halage (de Nogent à Beaulieu) jusqu'au pont situé sous la route départementale n° 919 y compris le bras parallèle au chemin départemental situé entre les deux ouvrages précités (commune de NOGENT-SUR-SEINE).

Les interdictions ainsi prononcées devront être clairement indiquées sur le terrain par l'apposition de pancartes. Ces dernières seront installées à la diligence du propriétaire ou du détenteur du droit de pêche au moins à tous les accès habituels des pêcheurs aux berges des cours d'eau considérés. Des pancartes de rappel devront, si besoin était, être apposées sur les rives de ces cours d'eau.

Toutefois, les pêches extraordinaires exécutées en application de l'article L436.9 du Code de l'Environnement pourront être autorisées.

**Article 13** - L'arrêté préfectoral portant règlement permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de l'Aube en date du 14 décembre 2017 est abrogé.

**Article 14** - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement Nogent-sur-Seine, Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de Bar-sur-Aube, Mmes et MM. les Maires, Mme la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie de l'Ile de France, MM. le Directeur Départemental des Territoires de l'Aube, le Directeur des Services Fiscaux, le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Aube,, le Président de la Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le Directeur de VNF UTI Seine-Amont, les agents de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les agents de l'Agence Française pour la Biodiversité, les gardes pêche particuliers assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Troyes, le 11 DEC. 2019

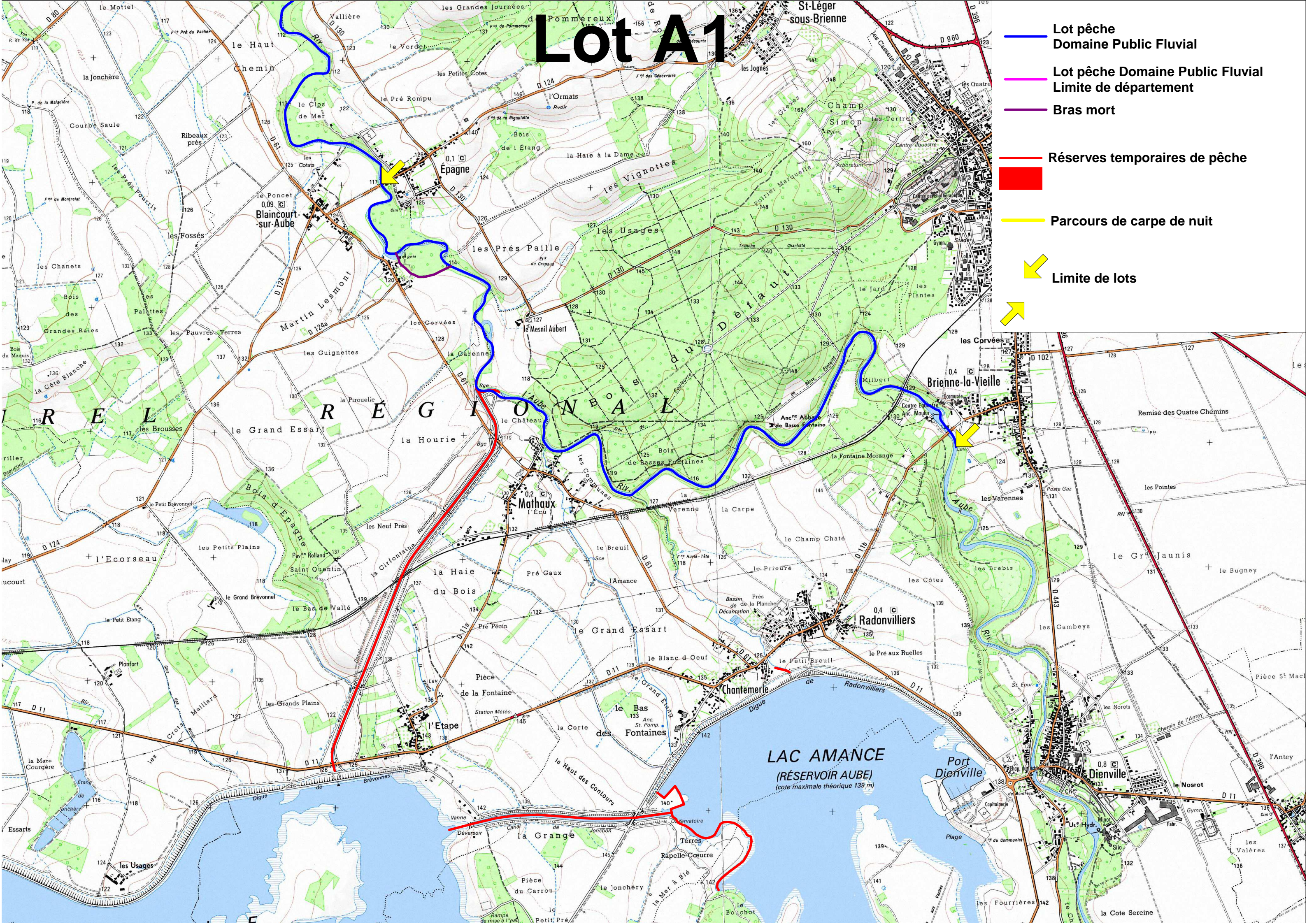
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et par subdélégation,  
Le chef du service eau biodiversité,











Gilles HUGEROT



# Lot A1



-  Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
-  Bras mort
-  Réserves temporaires de pêche
- 
-  Parcours de carpe de nuit
-  Limite de lots
- 

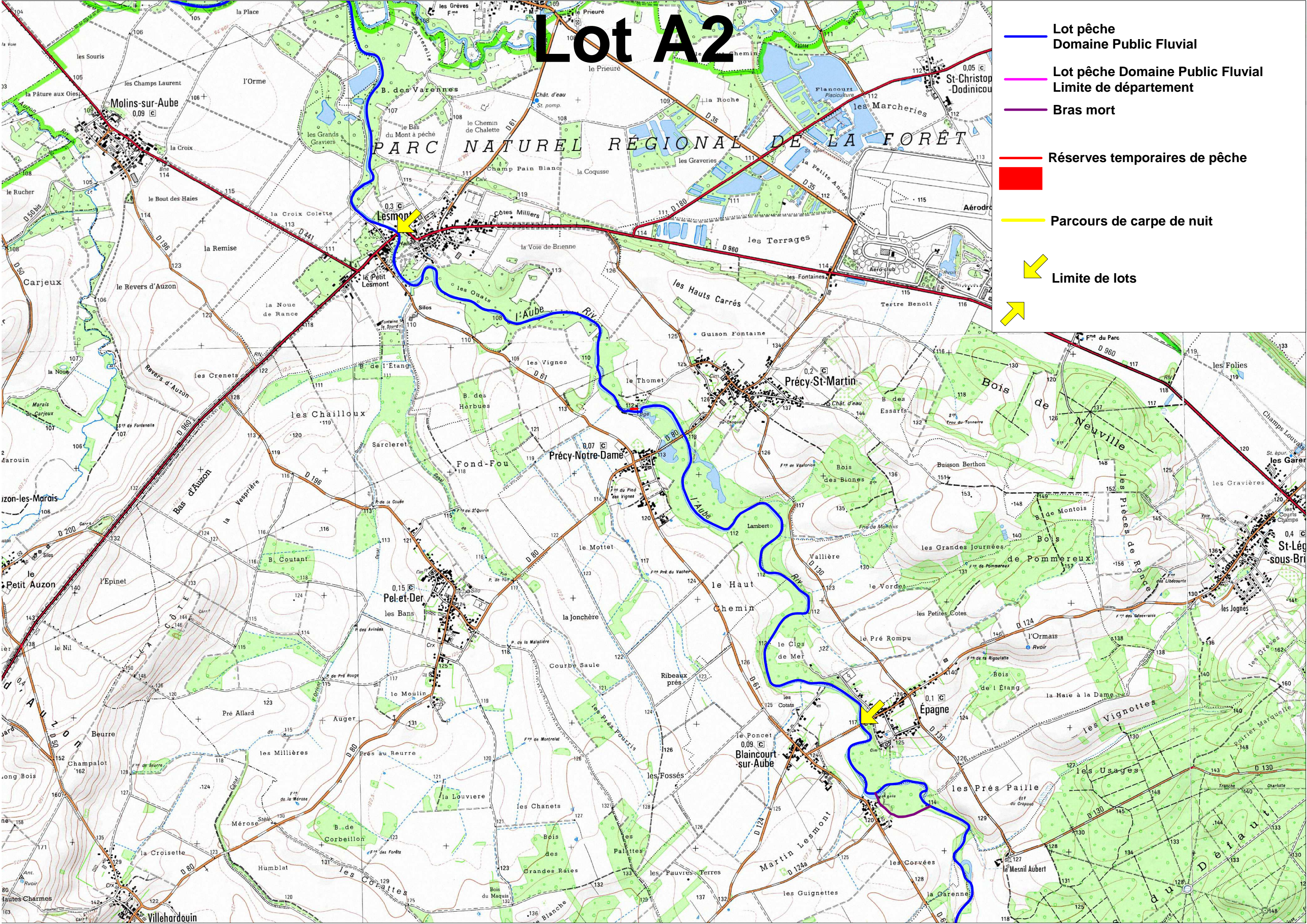
LAC AMANCE  
(RÉSERVOIR AUBE)  
(cote maximale théorique 139 m)

Port Dienville

Dienville

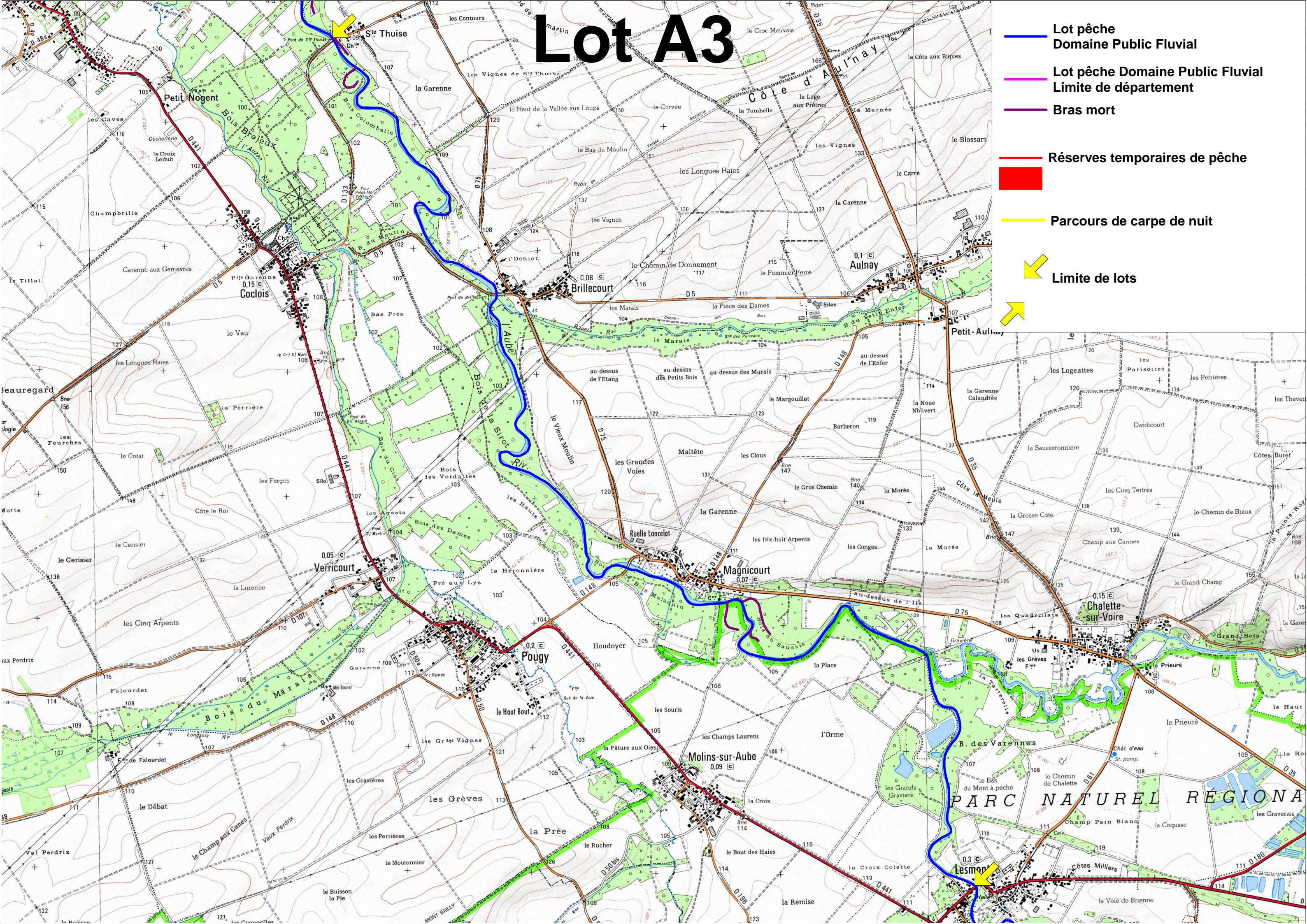
Plage





# Lot A2



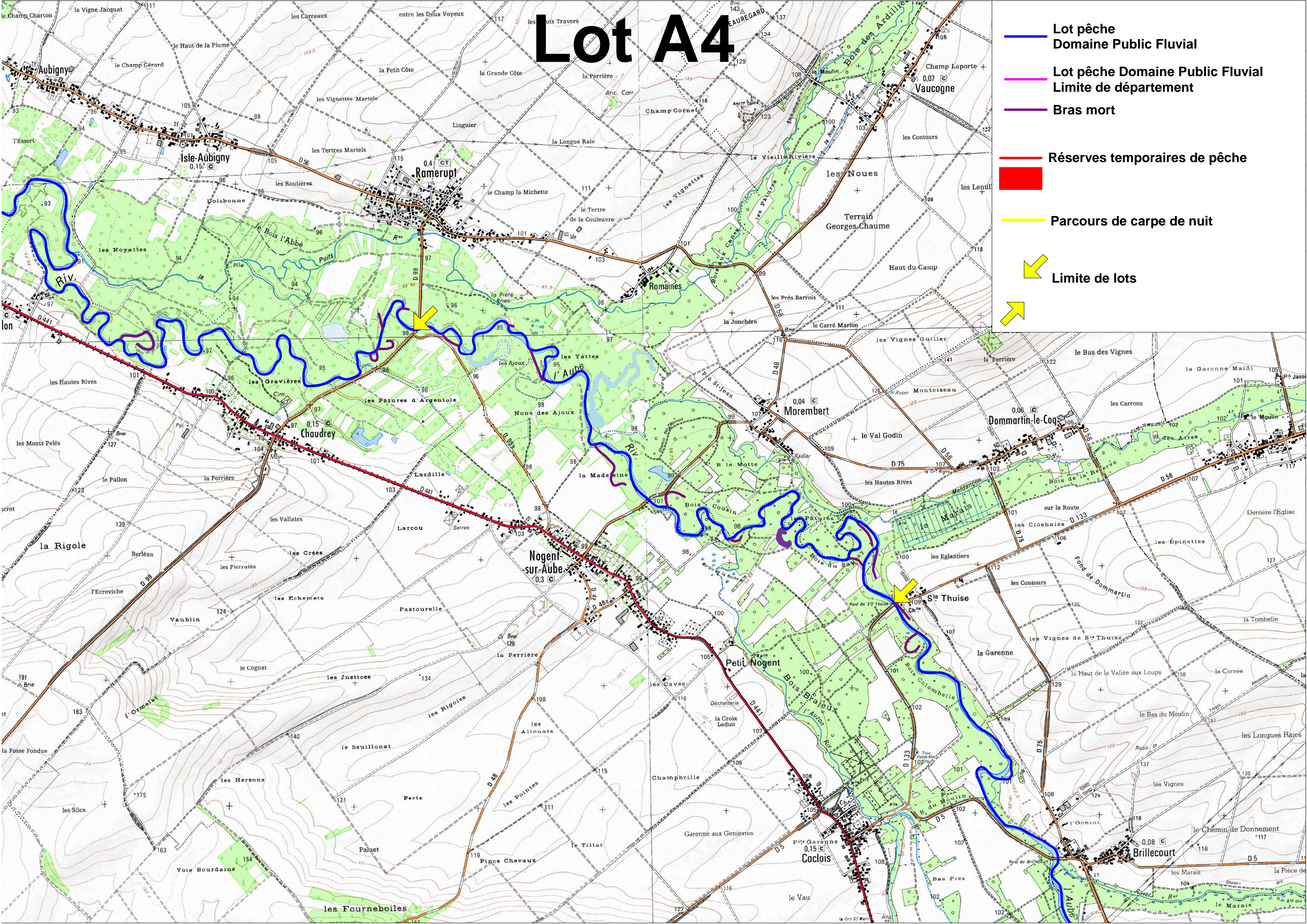
- Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
- Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
- Bras mort
- Réserves temporaires de pêche
- Parcours de carpe de nuit
- Limite de lots








# Lot A3



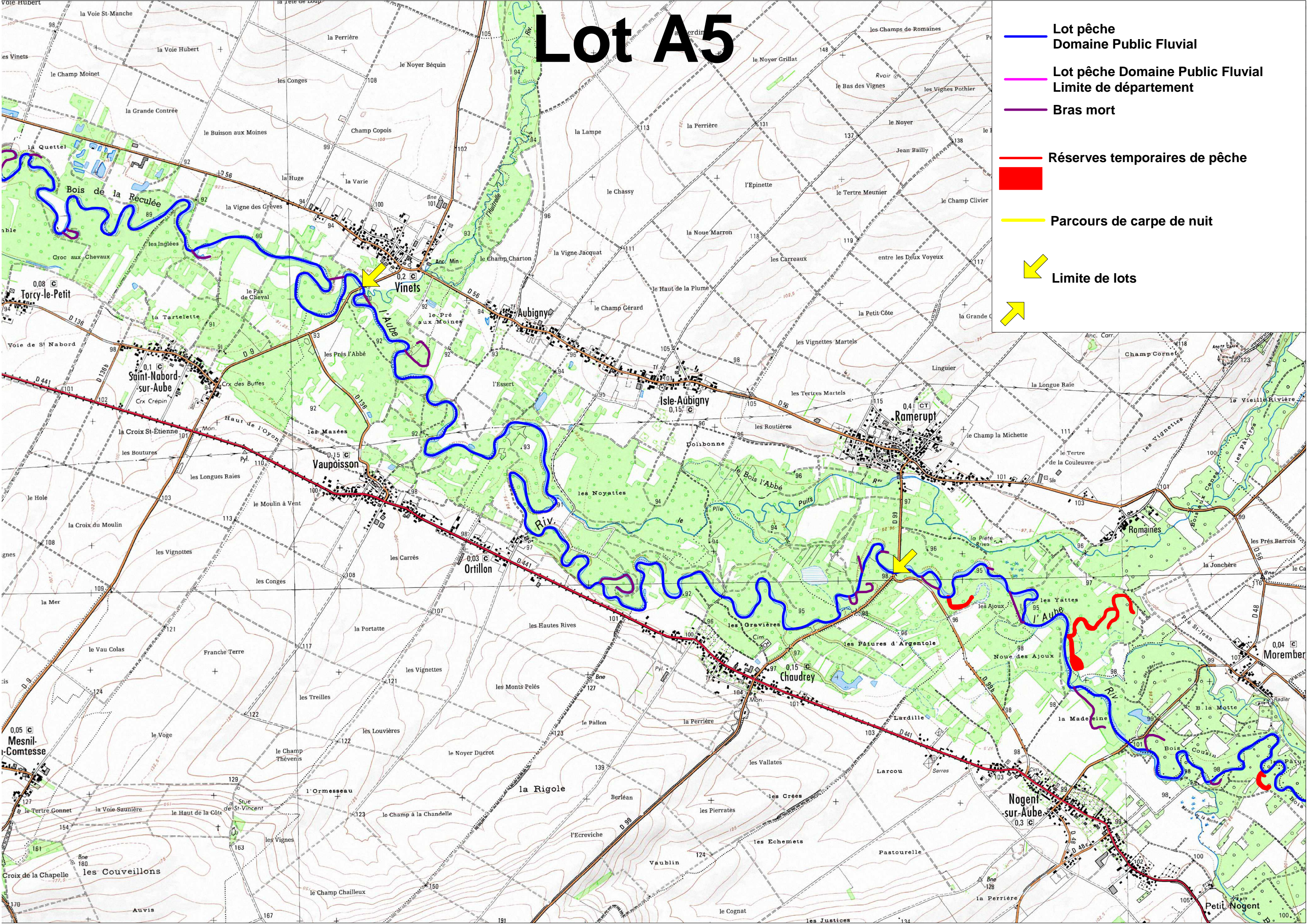
-  Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
-  Bras mort
-  Réserves temporaires de pêche
- 
-  Parcours de carpe de nuit
-  Limite de lots
- 









# Lot A4



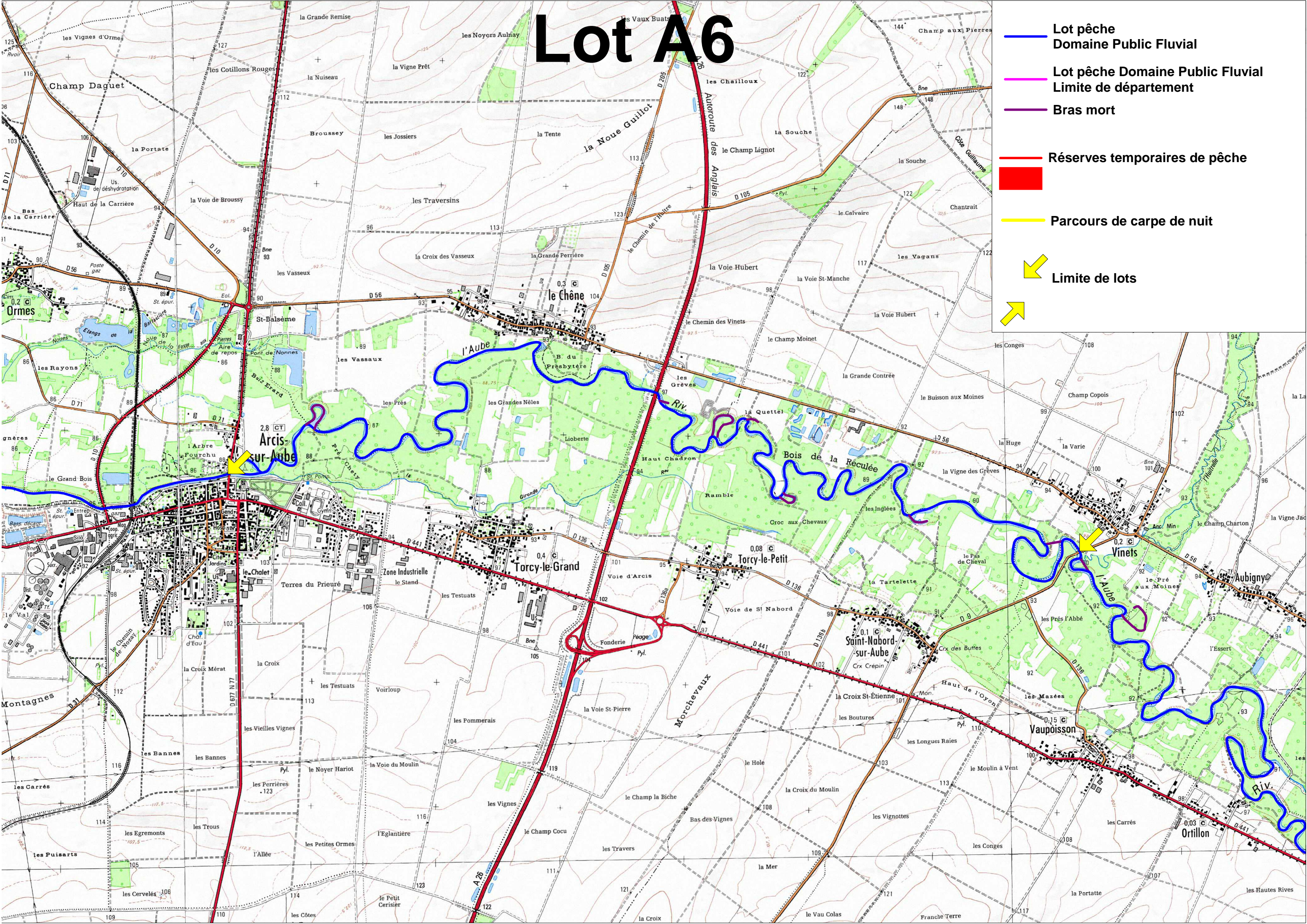
-  Lot pêche
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial
-  Limite de département
-  Bras mort
-  Réserves temporaires de pêche
-  Parcours de carpe de nuit
-  Limite de lots

# Lot A5



-  Lot pêche
-  Domaine Public Fluvial
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial
-  Limite de département
-  Bras mort
-  Réserves temporaires de pêche
- 
-  Parcours de carpe de nuit
-  Limite de lots
- 

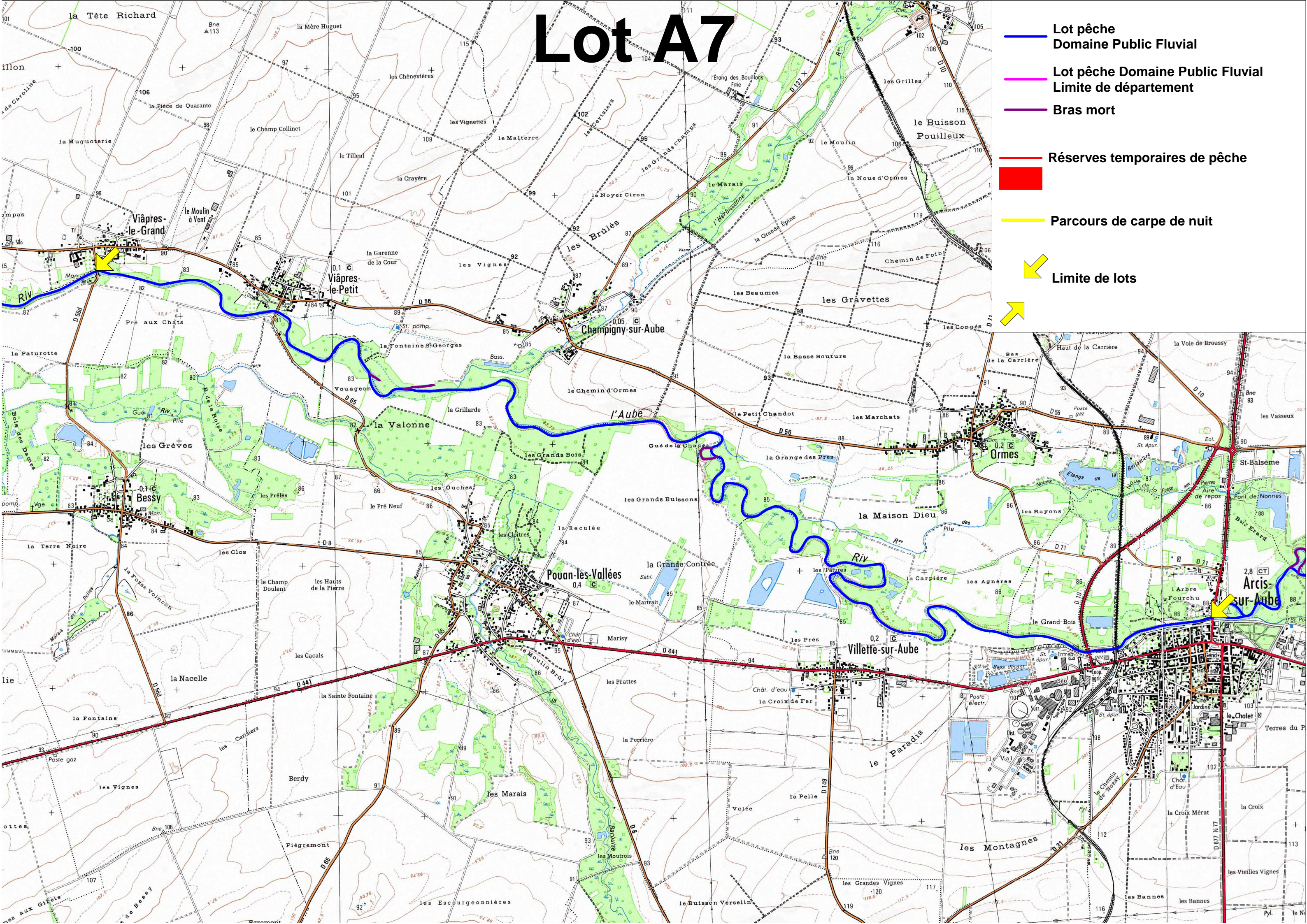
# Lot A6







- Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
- Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
- Bras mort
- Réserves temporaires de pêche
- Parcours de carpe de nuit
- Limite de lots

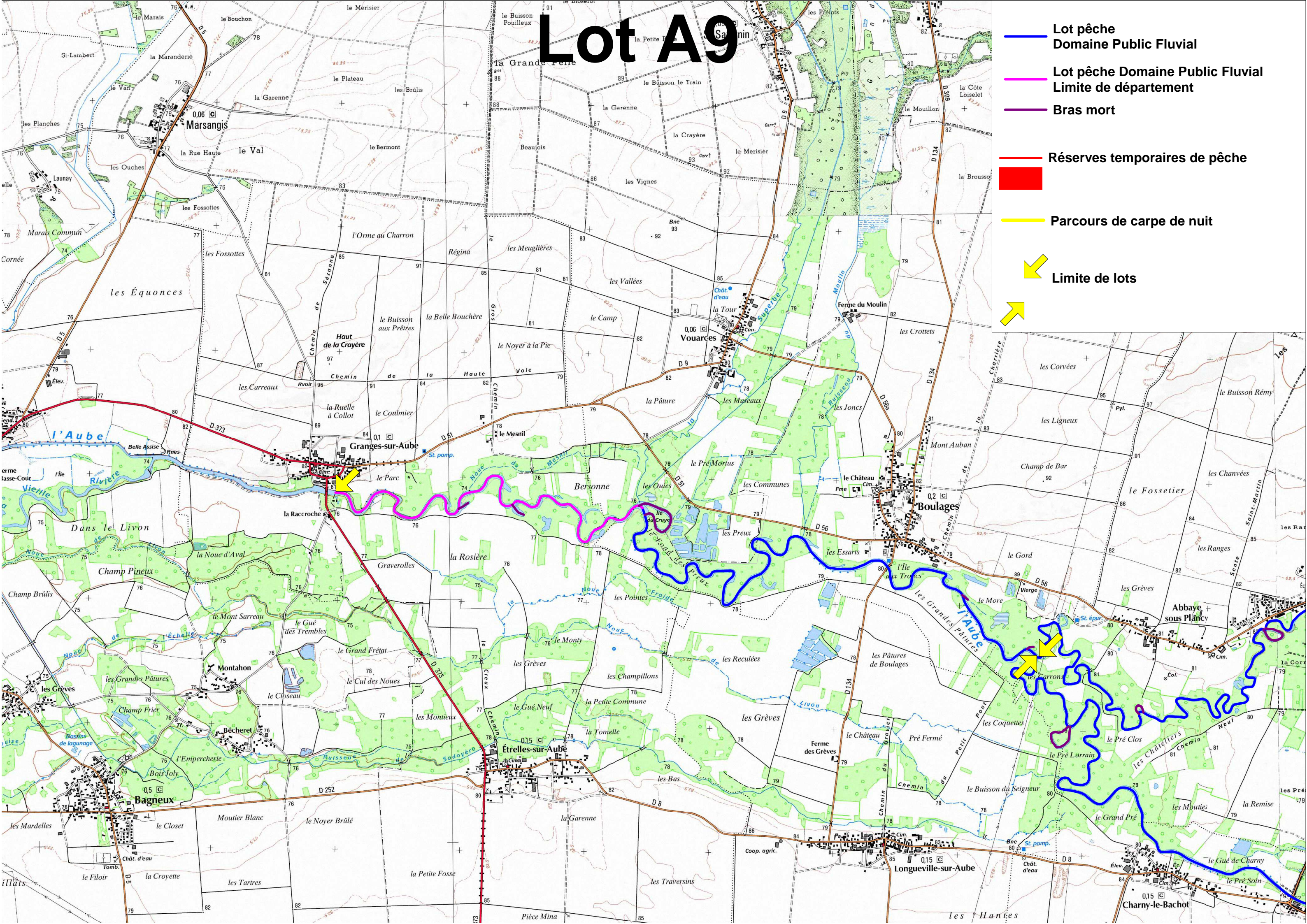




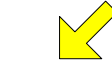
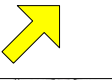
# Lot A7



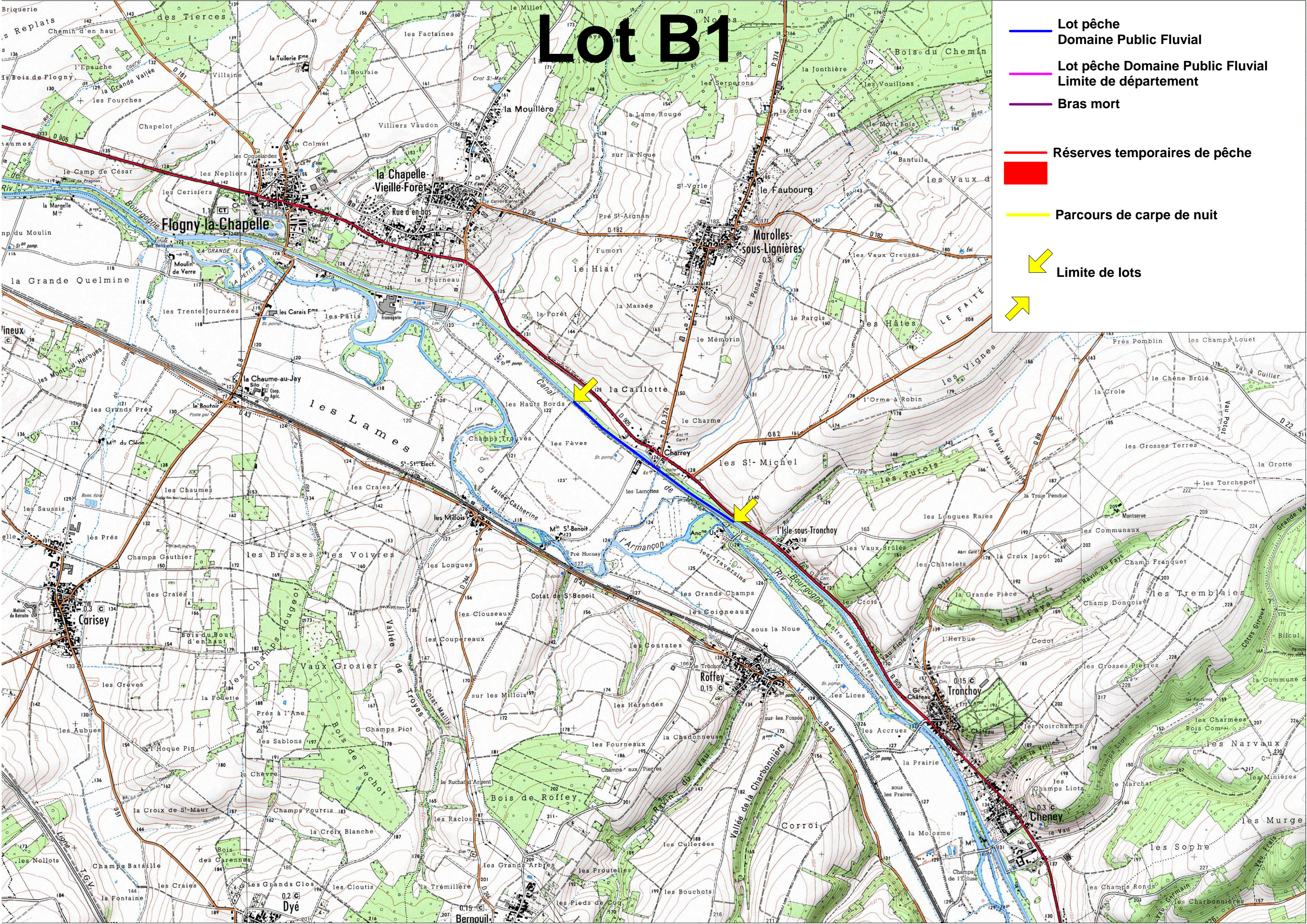
-  Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
-  Bras mort
-  Réserves temporaires de pêche
- 
-  Parcours de carpe de nuit
-  Limite de lots
- 

# Lot A9



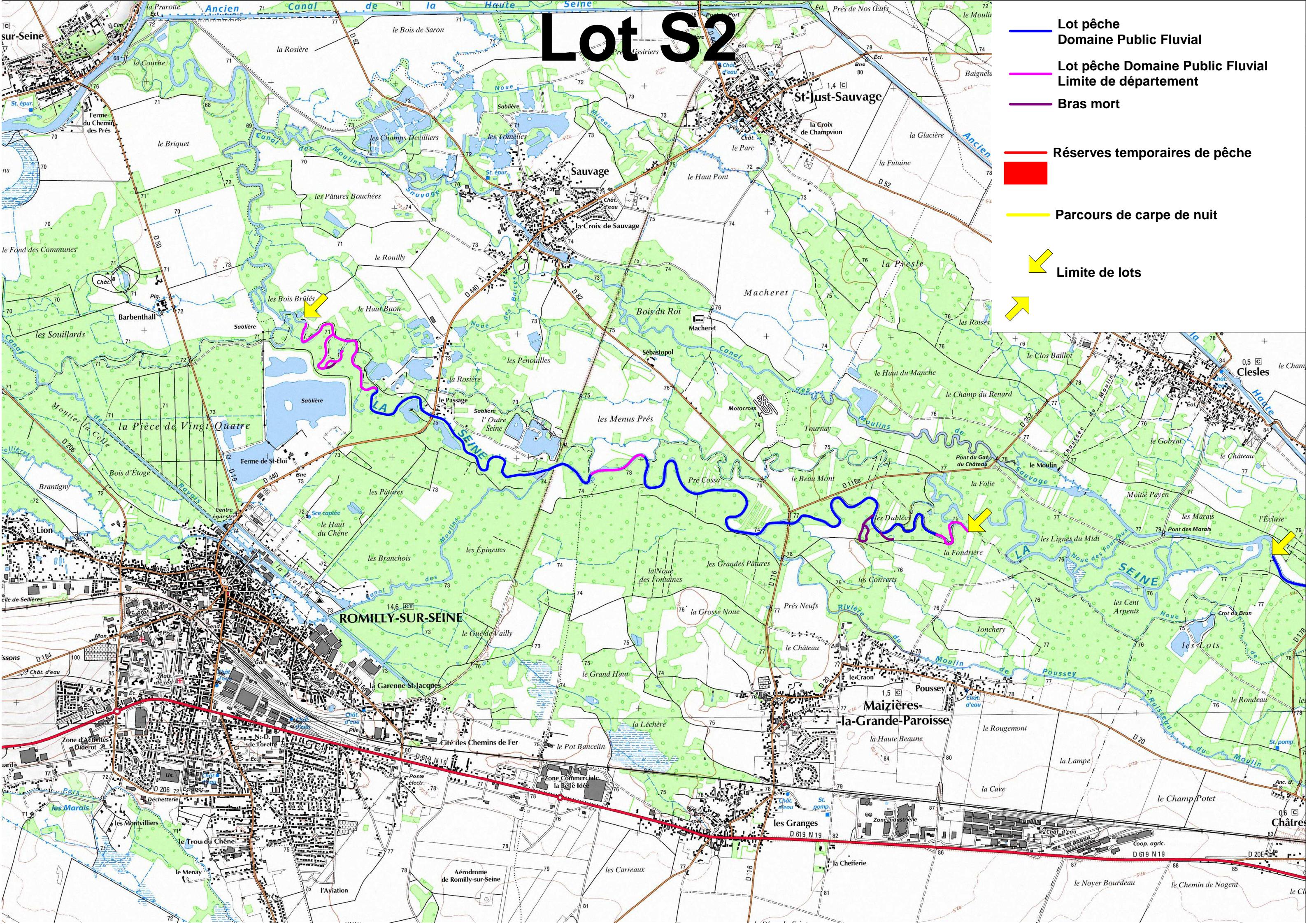
-  Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
-  Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
-  Bras mort
-  Réserves temporaires de pêche
-  Parcours de carpe de nuit
-  Limite de lots
- 

# Lot B1



- Lot pêche** (Blue line)
- Domaine Public Fluvial** (Red line)
- Lot pêche Domaine Public Fluvial** (Magenta line)
- Limite de département** (Purple line)
- Bras mort** (Red square)
- Réserves temporaires de pêche** (Red square)
- Parcours de carpe de nuit** (Yellow line)
- Limite de lots** (Yellow arrow)

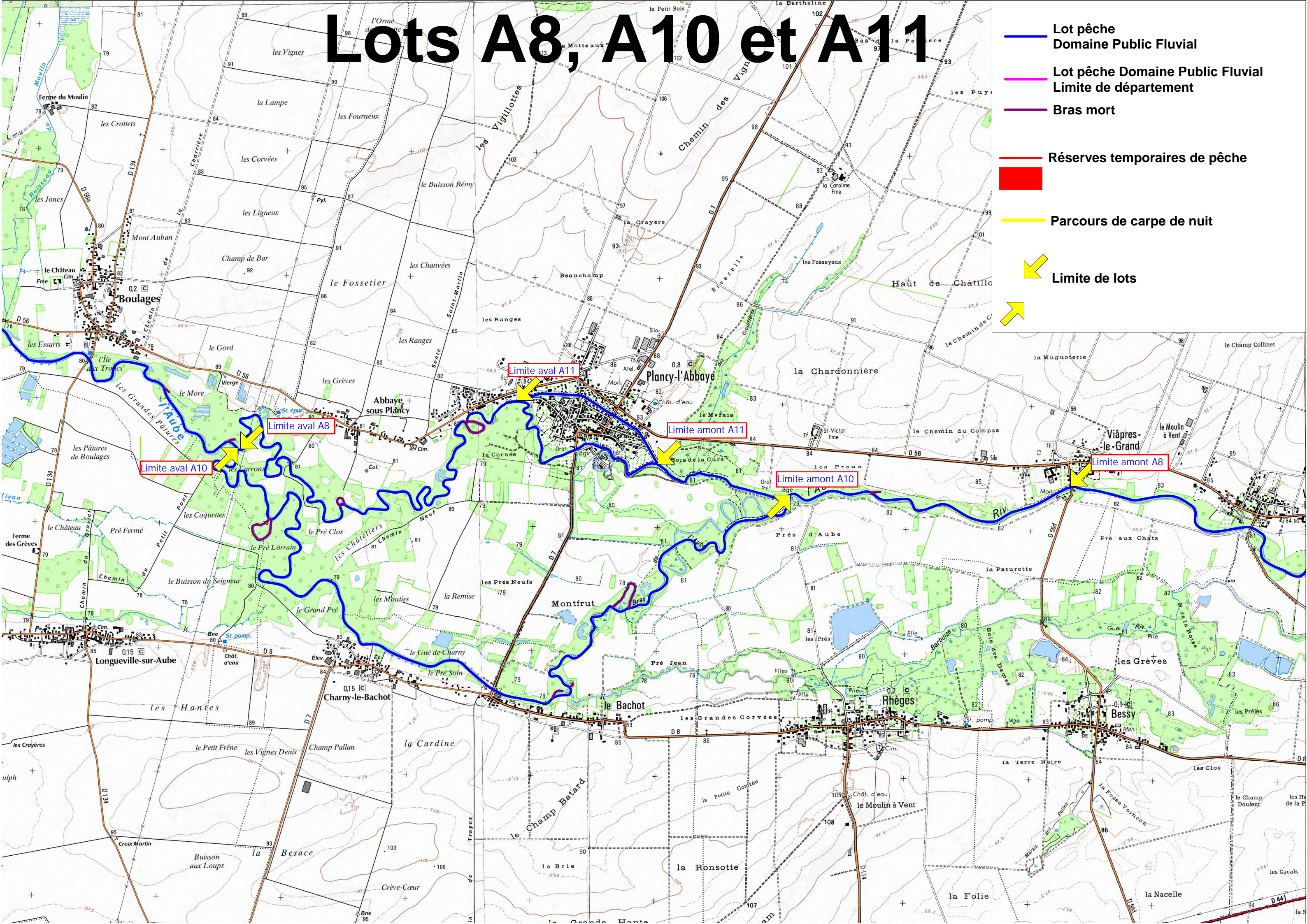
# Lot S2



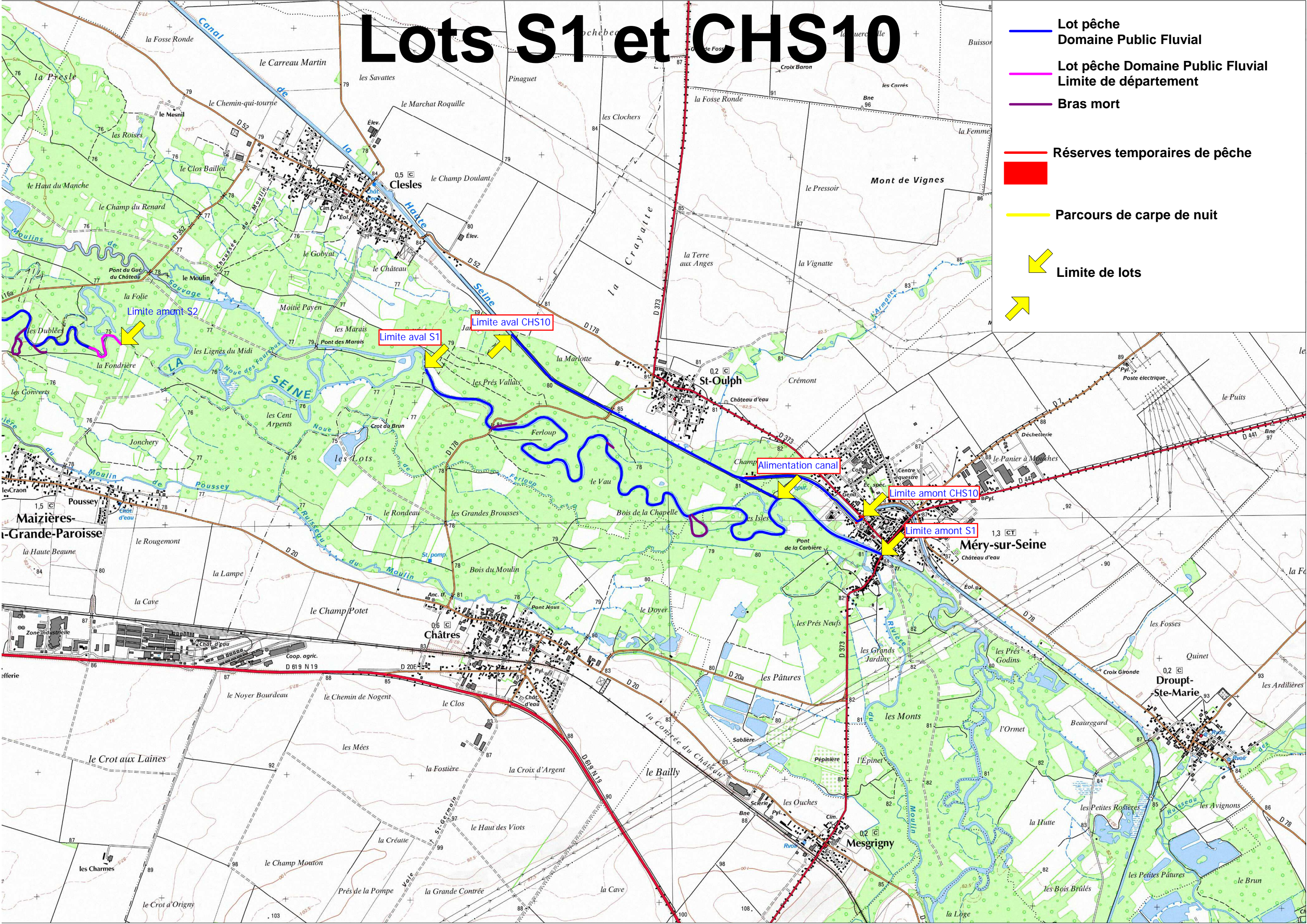
- Lot pêche
- Domaine Public Fluvial
- Lot pêche Domaine Public Fluvial
- Limite de département
- Bras mort
- Réserves temporaires de pêche
- Parcours de carpe de nuit
- Limite de lots

# Lots A8, A10 et A11

- Lot pêche  
Domaine Public Fluvial
- Lot pêche Domaine Public Fluvial  
Limite de département
- Bras mort
- Réserves temporaires de pêche
- Parcours de carpe de nuit
- ↙ Limite de lots
- ↗

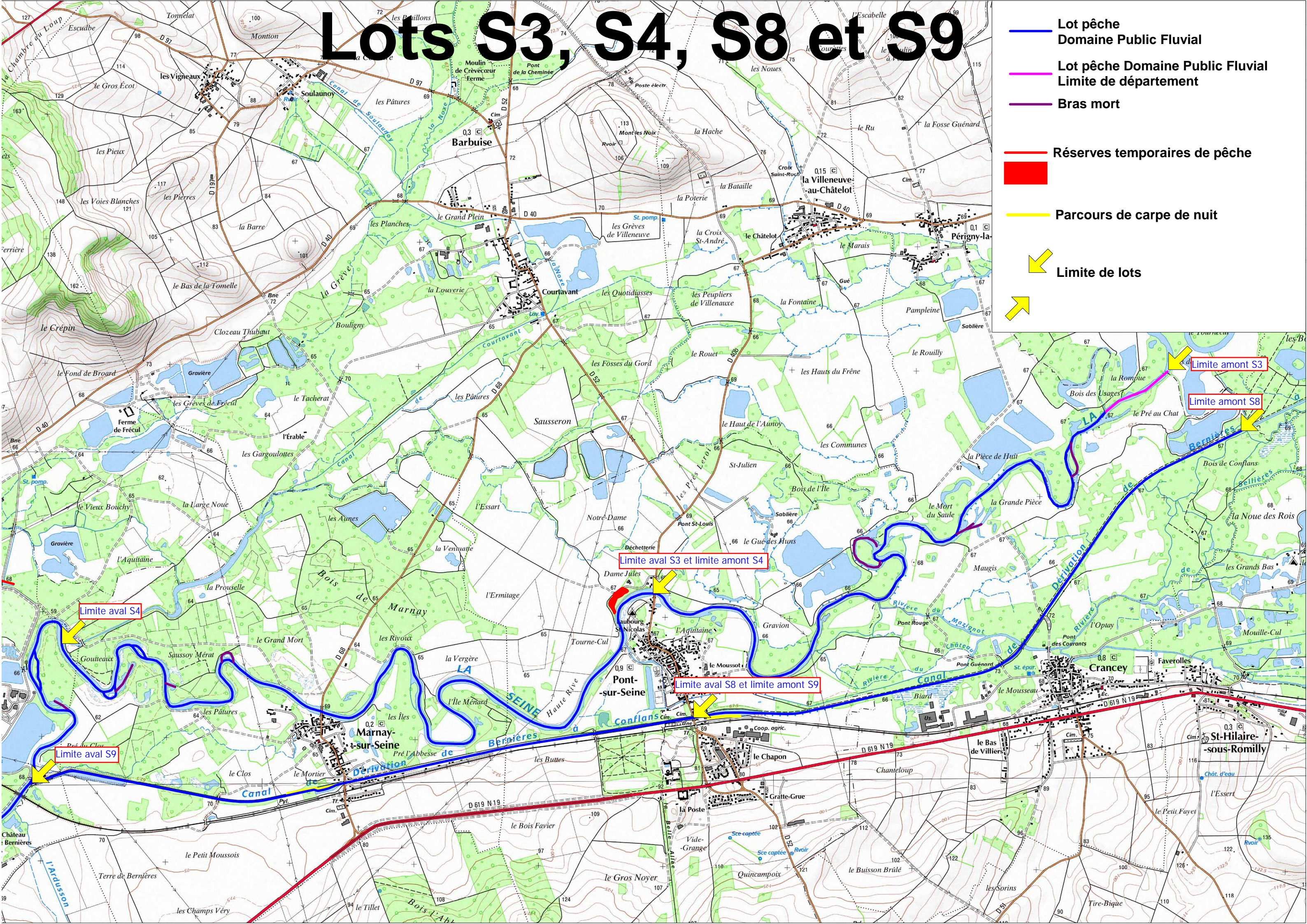


# Lots S1 et CHS10



# Lots S3, S4, S8 et S9

- Lot pêche
- Domaine Public Fluvial
- Lot pêche Domaine Public Fluvial
- Limite de département
- Bras mort
- Réserves temporaires de pêche
- Parcours de carpe de nuit
- Limite de lots



Limite amont S3

Limite amont S8

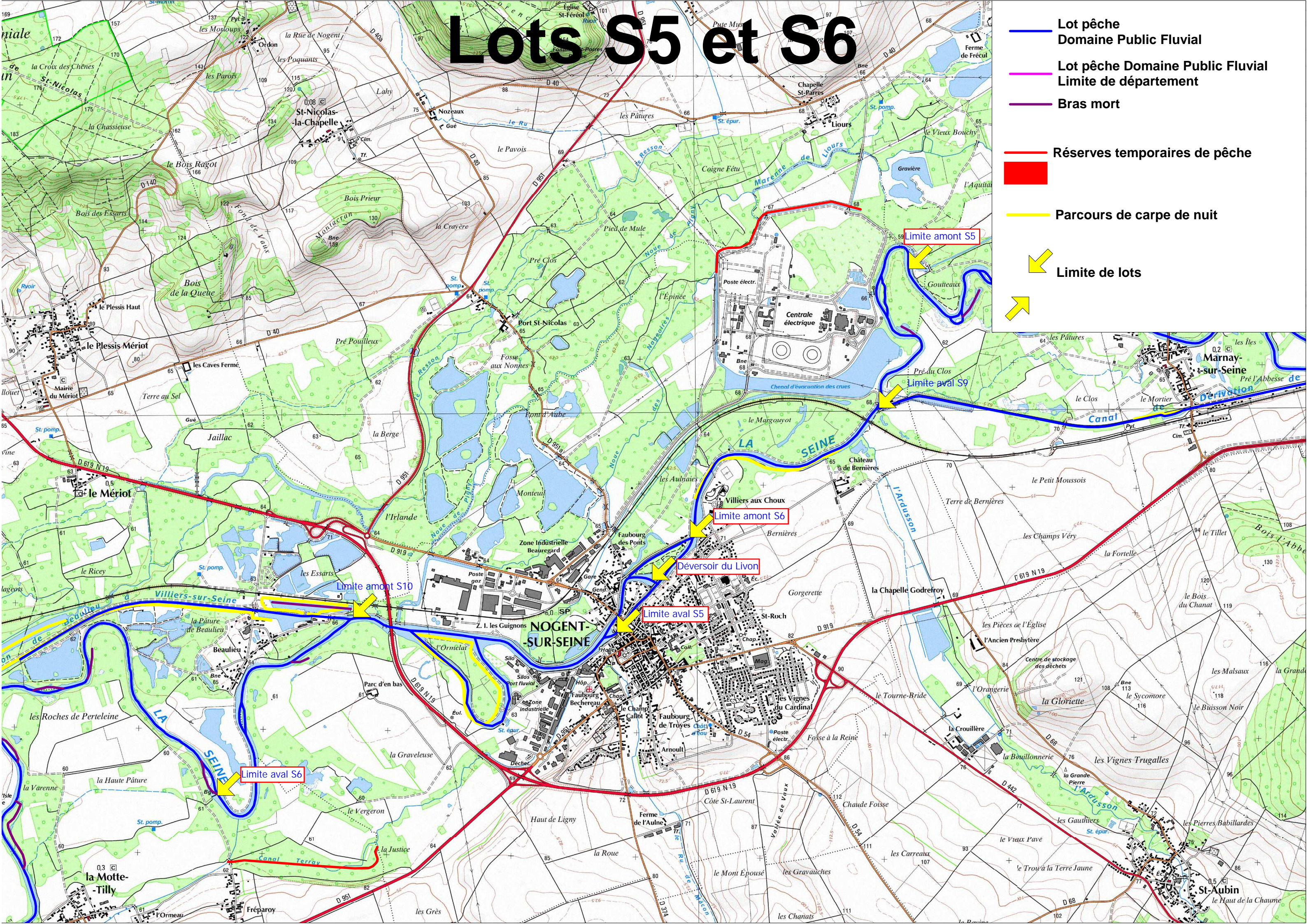
Limite aval S3 et limite amont S4

Limite aval S8 et limite amont S9

Limite aval S4

Limite aval S9

# Lots S5 et S6





# Lots S7 et S10

- Lot pêche
- Domaine Public Fluvial
- Lot pêche Domaine Public Fluvial
- Limite de département
- Bras mort
- Réserves temporaires de pêche
- Parcours de carpe de nuit
- Limite de lots

